

Les entreprises françaises impliquées dans l'acquisition et la gestion de grands domaines agricoles et plantations à l'international

Janvier 2014

Yves Roger-Machart



POUR QUE LES HOMMES VIVENT DE LA
TERRE DURABLEMENT



Sommaire

Préambule	p.4
Le contexte international	p.5
A) Trois grandes entreprises françaises : Michelin (pneus), Bonduelle (légumes de conserve), et Tereos (groupe coopératif sucrier)	p.8
B) Deux groupes de négoce international en produits alimentaires : LDC (Louis Dreyfus Commodities), et SUCDEN	p.14
C) Les groupes "africains" : Bolloré/SOCFIN, SIFCA, SOMDIAA, MIMRAN, Compagnie Fruitière.	p.18
D) Quelques autres entreprises en Afrique : DRT, et des PME ayant tenté de produire de nouveaux biocarburants.	p.24
E) Les nouveaux fonds d'investissement en agriculture, en Amérique Latine, en Europe de l'Est, et ailleurs : Pergam Finances, AgroGénération, RZ Agro Holding, Massena Partners, Amundi Funds, Edifice Agriland, Fonds Talleyrand.	p.27
Conclusions	p.33
Bibliographie	p.35
Annexe	p.38

Préambule

Depuis 2008, de très nombreux articles de journaux et quelques reportages télévisés ont parlé d'un phénomène en plein développement, sous l'appellation courante d'"accaparement de terres", traduction du "land grabbing" anglosaxon : De nombreuses entreprises ou fonds d'investissements, souvent soutenus par leurs gouvernements, du Nord comme du Sud, vont louer ou acheter de grandes surfaces de terres agricoles aux quatre coins de la planète, et notamment en Afrique sub-saharienne, pour y développer des projets de production agricole.

Il nous a semblé que la France n'était pas l'un des acteurs majeurs de ce mouvement, fortement encouragé par le contexte de mondialisation de l'économie, mais qu'il valait la peine d'essayer de préciser quelles entreprises étaient impliquées dans ce mouvement, et quelle était l'ampleur de l'implication des entreprises françaises dans l'agriculture de pays tiers.

On n'aborde pas ici les implications de cette présence d'entreprises françaises à l'étranger sur les paysanneries et les communautés rurales des différents pays concernés ; de nombreuses ONG comme Peuples Solidaires, le CCFD, ou le "Oakland Institute" aux Etats Unis, font par ailleurs ce type d'analyses.

Il ne s'agit pas non plus d'un texte de positionnement d'AVSF qui travaille toujours dans ses projets de développement avec des groupes d'agriculture paysanne et leurs organisations : La mission d'AVSF est en effet de mettre au service des communautés paysannes les compétences de professionnels de l'agriculture,

de l'élevage et de la santé animale. Dans ce sens, AVSF soutient leurs initiatives pour obtenir de meilleures conditions de vie, gérer durablement les ressources naturelles dont elles dépendent, et participer au développement socio-économique de leur territoire.

Mais AVSF a été confronté déjà deux fois, dans ses projets en Amérique Latine, à l'expansion de grands projets agricoles extérieurs aux communautés paysannes avec lesquelles il travaillait : Ces projets venaient menacer la vie propre des communautés locales. Et globalement, dans beaucoup de situations, ces grands projets agricoles viennent clairement concurrencer l'agriculture familiale locale.

Pour faire ce recensement d'entreprises, nous sommes partis de celles qui ont fait l'objet d'articles de presse ou de communications sur différents sites internet ces dernières années, concernant leur présence dans l'agriculture à l'étranger, et leurs projets d'investissements fonciers agricoles. Et nous avons consulté les sites internet de ces entreprises, ainsi que les articles de presse et communications reproduits sur différents sites.

Il est donc certain que le recensement réalisé ici est loin d'être exhaustif : Un certain nombre d'entreprises qui n'ont pas fait parler d'elles ou qui n'ont pas de site internet en propre ne sont pas répertoriées ici, et les données rassemblées sont donc bien sûr inférieures à la réalité de la présence française dans l'agriculture à l'étranger ■

Le contexte international

1) L'agriculture, nouvel El Dorado

Depuis 2008, on assiste à une explosion des grands projets agricoles dans le monde, avec acquisition de terres en propriété ou en location concernant des surfaces impressionnantes, et ambitions affichées de produire des agro-carburants, mais aussi des céréales, des oléagineux et protéagineux, du sucre et tous types d'aliments, comme aussi des produits industriels (caoutchouc de l'hévéa).

Ce mouvement qui s'est amorcé dans les années 2000, dans la mouvance de la mondialisation de l'économie mise en œuvre dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce, a pris un tournant beaucoup plus radical suite à deux événements consécutifs : Le premier a été la brusque flambée des prix des céréales en 2008, en liens avec des blocages d'exportations de riz de certains pays producteurs ; ceci a provoqué des émeutes de la faim dans une vingtaine de pays en développement, et a attiré l'attention des dirigeants politiques de nombreux pays sur leur dépendance trop forte par rapport aux importations d'aliments. Le deuxième a été la crise économique qui a suivi la crise des subprimes aux USA, et qui a remis en cause un certain nombre de certitudes chez les décideurs économiques publics comme privés : Avec des prix agricoles en augmentation (ce qui s'est confirmé depuis), et des prix des terres agricoles eux aussi en augmentation forte dans de nombreux pays, il devenait intéressant d'investir en agriculture, d'autant que la population mondiale augmente rapidement

et que, les niveaux de vie augmentant dans le monde, on mange plus et mieux dans de nombreux pays, d'où une demande en produits alimentaires en forte augmentation..

Les pays du Moyen Orient riches de leurs pétrodollars et de nombreux pays d'Asie se sont donc mis à rechercher des terres dans des pays voisins ou même lointains, le plus souvent via leurs grandes entreprises nationales ; et des investisseurs privés, à commencer par les entreprises agro-alimentaires internationalisées, mais aussi des fonds d'investissements privés et des fonds de pensions, se sont lancés nombreux dans le mouvement d'acquisition de terres et d'investissements dans de grands projets agro-industriels.

Ils ont prospecté et prospectent encore dans de nombreux pays du monde pour trouver des terres pouvant accueillir leurs projets : En Amérique Latine, dont l'énorme potentiel de développement agricole est encore partiellement inexploité : En Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Paraguay, en Colombie... En Asie, où des pays développent beaucoup leur agriculture, souvent au détriment de forêts primaires : Indonésie, Philippines, Cambodge et Laos, Pakistan... En Europe de l'Est et notamment en Ukraine, en Russie, en Roumanie où, après la disparition de l'URSS, de nombreux kolkhoses sont restés à l'abandon, faute de repreneurs ayant des moyens financiers suffisants pour réinvestir dans des machines agricoles et des intrants. En Afrique enfin et surtout, où beaucoup de terres sont encore exploitées de façon très extensive, et où il peut sembler facile de trouver des gouvernements arrangeants, prêts à concéder des droits d'exploitations sur des terres où c'est encore le droit coutumier local qui règle l'accès des populations à l'agriculture vivrière. ; plus de la moitié des projets de grands domaines agricoles qui ont vu le jour ces dernières années concernent l'Afrique.

La société civile, à travers un très grand nombre d'ONG, a très vivement réagi à ce phénomène que l'on a très vite assimilé, non sans raison, à un accaparement de terres aux dépens de la paysannerie, privée de ses moyens de production, de survie et de commercialisation d'aliments dans des zones de plus en plus nombreuses. C'est un paradoxe insoutenable d'expulser de chez eux des milliers de paysans pour permettre à des investisseurs, bien souvent étrangers, de faire du business sous couvert d'argumentaire hautement moral sur la nécessité de nourrir la planète ■

2) Comment se situe la France

Dans ce contexte international, comment se situe la France ? Très vite alertés par les ONG, les Pouvoirs Publics français ont dès 2009 confié une étude de ce phénomène au centre d'Analyse Stratégique, qui après consultations et réunions a publié un rapport en Juin 2010 : "Les cessions d'actifs agricoles dans les pays en développement". Parallèlement, le Groupe Interministériel sur la Sécurité Alimentaire (GISA), avec le Ministère des Affaires Etrangères et le Comité technique Foncier et Développement, a publié au même moment "Les appropriations de terres à grande échelle. Analyse du phénomène et propositions d'orientations." Mais ces deux démarches n'ont pas donné lieu à beaucoup de publicité ni à des décisions marquantes des Pouvoirs Publics. Le champ était donc relativement libre pour que les entreprises françaises s'inscrivent elles aussi dans ce mouvement d'investissements dans de grands projets agricoles à l'étranger, en profitant du contexte de mondialisation de l'économie aux conséquences dévastatrices pour les paysannes de nombreux pays.

Curieusement, il nous semble que les entre-

prises françaises n'ont pas été à l'avant-garde de ce mouvement, en comparaison de leurs homologues d'autres pays : Dans le classement établi par le "Land Matrix", site internet qui rassemble 924 transactions foncières effectuées depuis l'année 2000 et concernant des projets agricoles et forestiers à partir de sociétés étrangères dans le monde, la France ne vient qu'au 38^{ème} rang des pays concernés avec 14 contrats portant au total sur 192 000 Ha. Elle vient très loin derrière de nombreux pays d'Asie (Indonésie, Malaisie, Inde, Chine, Philippines, Corée, Japon, Singapour...), du Golfe Persique (Emirats Arabes Unis, Arabie Saoudite, Qatar), et de l'OCDE (USA, Grande Bretagne, Australie, Canada...) ■

3) Agriculture, et industries agro-alimentaires

Dans le mouvement de mondialisation de l'économie dans lequel nous sommes toujours plongés, il faut garder à l'esprit que les investissements directs étrangers (IDE) dans les industries agricoles et alimentaires sont infiniment plus importants que dans l'agriculture proprement dite. Ceci s'explique aisément du fait qu'il a toujours été plus facile jusqu'à ces dernières années pour les investisseurs de laisser les risques liés à la production agricole aux familles paysannes, pour se concentrer sur le conditionnement, la transformation et la distribution des produits alimentaires. Le tableau ci-dessous en donne une idée plus précise.

Valeur des ventes (fusions-acquisitions) à l'étranger , par secteur économique, 1990-2011
(en Millions de dollars) Source : CNUCED

Années	1991-93	1994-96	1997-99	2000-02	2003-05	2006-08	2009-11
Agriculture, chasse, forêt et pêche	192	1 487	5 775	285	8 474	5 168	8 244
Alimentation, boissons et tabac	11 995	19 970	26 187	78 234	64 729	188 541	91 125

Dans les chiffres de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) on retrouve le mouvement actuel d'augmentation rapide des projets d'investissements agricoles internationaux proprement dits. Mais ce mouvement reste sans commune mesure avec l'explosion des investissements internationaux agro-industriels, qui ont été multipliés par 8 en 20 ans, et qui restent 20 fois supérieurs à ceux qui sont effectués dans l'agriculture proprement dite, pour la période 2006-2011 ■

A) Trois grandes entreprises françaises : Michelin, Bonduelle, Tereos

Ces trois grandes entreprises ont en commun d'avoir délibérément joué la carte de l'internationalisation de leurs activités industrielles depuis longtemps : Pour Michelin dès les années précédant la guerre de 1939-45 mais surtout depuis les années 1980 ; pour Bonduelle (conserves et légumes surgelés) depuis les années 1960 ; et plus récemment pour Tereos (groupe coopératif sucrier) depuis les années 1990.

Mais leurs stratégies vis-à-vis des plantations ou de la production agricole ont été très différentes : Michelin s'est d'abord fortement impliqué dans la culture de l'hévéa pour produire du caoutchouc, d'abord au Vietnam, puis au Brésil et au Nigéria, avant de se désengager presque complètement ces dernières années. Bonduelle ne s'est impliqué directement dans la production agricole que tardivement, en Russie à partir de 2004 pour produire du maïs doux et des petits pois. Tereos a délibérément pris cette option de s'impliquer dans la production de canne à sucre à l'étranger dès son implantation au Brésil en 2000, puis au Mozambique en 2006 ■

Le groupe Michelin

Michelin, géant mondial du pneumatique, annonce sur son site internet, dans son "Document de référence" et son "Rapport d'activités" de 2012, 113 000 employés, et 21,5 milliards d'Euros de chiffre d'affaires. Le caoutchouc naturel produit par l'hévéa représente de loin sa principale matière première : 36 % du coût total de celles-ci, loin devant le coût du caoutchouc synthétique (27 %). Son approvisionnement en caoutchouc naturel est donc logiquement un point très sensible pour l'entreprise.

L'hévéaculture dans le monde, ce sont 6 millions d'emplois, et 10 millions d'hectares de plantations pour une production annuelle de 10 millions de tonnes de caoutchouc dont Michelin consomme près de 10 % (1 million de tonnes donc, produites par 600 000 personnes). 70 % de la production mondiale de caoutchouc naturel est consommée par l'industrie du pneu, et la production de pneus de Michelin représente 15 % de la production mondiale : L'entreprise est l'une des trois grandes qui se partagent plus de 40 % de l'énorme marché mondial du pneu ; sur un marché total de 187 milliards de dollars US en 2011, Bridgestone représentait 16,1 % des ventes, Michelin 14,8 %, et Goodyear 11,2 %.

Sur son site internet toujours, Michelin annonce qu'il cultive près de 21 000 Ha de plantations d'hévéas au Brésil et au Nigeria (www.michelin.fr/pneus/decouvrir-partager/tout-sur-le-pneu/culture-arbre-caoutchou). L'engagement de Michelin dans la culture de l'hévéa est donc extrêmement faible au regard de ses énormes besoins en caoutchouc : Si l'on considère un rendement moyen d'une tonne produite à l'hectare, il produirait 21 000 tonnes de caoutchouc sur le million de tonnes ou presque qu'il utilise, soit 2 % de ses besoins.

Cette faible implication dans la production est peut-être liée à l'histoire de l'entreprise, qui dans le passé a été à l'inverse très engagée dans la culture de l'hévéa, notamment au Vietnam pendant la période coloniale française, à partir de 1925. Un livre récent, "les plantations Michelin au Vietnam", retrace cet engagement ancien de l'entreprise, d'un point de vue social d'une part, et historique jusqu'en 1939 d'autre part.

Aujourd'hui, dans le monde, la production de caoutchouc naturel se concentre à plus de 90 % en Asie ; la Thaïlande et l'Indonésie représentent respectivement 33 % et 25 % de cette production. Mais c'est au Brésil et au Nigéria que Michelin a développé des plantations d'hévéas dans les dernières décennies, pour se finalement se désengager de la production ces dernières années.

1) Au Brésil, Michelin est ou a été engagé directement dans la plantation d'hévéas dans deux régions : L'Etat de Bahia dans le Nord-Est, et l'Etat du Mato Grosso dans l'Ouest.

- Dans l'Etat de Bahia, près de Salvador l'ancienne capitale du Brésil colonial, Michelin a racheté à un concurrent, Firestone, une grande plantation de 9 000 Ha en 1984. Mais à la fin des années 1990, les rendements étaient en baisse du fait du vieillissement des arbres, et surtout des attaques d'un champignon parasite très présent en Amérique Latine, *Microcyclus Ulei*, qui se traduit par une défoliation des arbres. Michelin a alors décidé dans les années 2000 de se lancer dans une expérience de développement durable baptisée "Ouro verde" (Or vert) : il a classé 3 000 Ha de sa plantation en "réserve forestière naturelle", et a doté cette réserve d'un "Centre de recherche sur la biodiversité" équipé pour

accueillir une trentaine de chercheurs et où il finance annuellement une vingtaine de bourses d'études sur la biodiversité. Par ailleurs, il a vendu une grande partie de sa plantation, 5 000 Ha morcelés en 12 lots de 400 Ha, à 12 agronomes brésiliens, cadres employés par l'entreprise, en leur donnant la garantie d'acheter toute leur production de caoutchouc. Tout en conservant leur emploi à 80 % dans l'entreprise, ces nouveaux propriétaires se sont regroupés en coopérative et, avec l'appui financier de Michelin, ont diversifié leur production en se lançant dans l'agroforesterie (hévéa, cacao, bananes) susceptible de présenter une alternative plus durable à la plantation "tout hévéa". Ils emploient toujours 600 personnes. Enfin, 1 000 Ha ont été conservés par l'entreprise pour des programmes de recherche et développement, et pour une pépinière d'hévéas et de cacaoyers pour les besoins de la coopérative.

- Au Mato Grosso, Michelin a vendu en 2009 80 % de sa plantation de 8 000 Ha d'hévéas qu'elle avait mise en place à Itiquira dans le district d'Ouro Branco depuis 30 ans, espérant au départ échapper au champignon *Microcyclus Ulei* qui sévissait dans l'Etat de Bahia. Mais les rendements de cette plantation ont été décevants, notamment à partir de 2003, et l'entreprise a décidé de se désengager de la production à Itiquira, en revendant notamment à Maggi. Seuls 70 personnes ont été gardées sur le site, pour la recherche agricole, le laboratoire et l'usine de traitement du caoutchouc.

2) Au Nigéria, Michelin s'est désengagé de ses plantations d'hévéas en 2006 : Les 4 plantations de "Michelin Development Company" représentant un total de 11 000 Ha ont été cédées à la SIPH (Société Internationale des

Plantations d'Hévéas), en échange de 20 % des actions de la SIPH. Mais logiquement, Michelin achète une partie de la production de caoutchouc de la SIPH.

La SIPH fait elle-même partie de l'important groupe ivoirien SIFCA dont nous parlons par ailleurs dans cette étude et qui gère des plantations de palmiers à huile, de cannes à sucre et d'hévéas en Afrique de l'Ouest. SIPH, la branche "hévéa" de la SIFCA, possède 53 000 Ha de plantations d'hévéa dans 4 pays où elle opère via des sociétés spécifiques : En Côte d'Ivoire la SAPH (Société Africaine de Plantations d'Hévéa) gère 22 000 Ha, au Ghana la GREL (Ghana Rubber Estates Ltd) gère 12 000 Ha, au Nigeria la RENL (Rubber Estates Nigeria Ltd, ex-Michelin) gère aujourd'hui 14 000 Ha, et au Liberia la CRC (Cavalla Rubber Corporation Inc.) gère 5 000 Ha.

En 2012, la SIPH a produit 68 000 tonnes de caoutchouc et en a acheté 83 000 à des producteurs locaux ; elle a donc traité et commercialisé 151 000 tonnes de caoutchouc en 2012, et elle pense doubler ce volume dans les 10 ans à venir, compte tenu notamment du dynamisme des planteurs indépendants qui augmentent leurs plantations en Côte d'Ivoire et au Ghana en particulier ; la production totale pourrait ainsi passer à 300 000 tonnes en 2022 (200 000 achetées et 10 000 produites en propre).

En conclusion, il semble que l'implication directe de Michelin dans les plantations d'hévéas soit aujourd'hui très faible, loin des 21 000 Ha annoncés : Au Brésil, 1 000 Ha près de Salvador de Bahia, et 1 000 à 2 000 Ha à Itiquira dans le Mato grosso ; au Nigeria, l'entreprise ne semble plus impliquée directement, même si son influence au sein de la SIPH et de sa maison-mère SIFCA est sans doute impor-

tante. Michelin semble avoir nettement fait le choix de se consacrer à son cœur de métier qui demande un niveau de technicité sans doute élevé, et de laisser à d'autres la gestion de plantations d'hévéas qui emploient de l'ordre de 600 000 personnes pour satisfaire aux besoins de l'entreprise ■

Bonduelle

Cette vieille entreprise française née en 1853, leader mondial du légume prêt à l'emploi (conservé, surgelé, et frais élaboré), possède 58 sites de production dans 18 pays, emploie 9 000 salariés, et génère un chiffre d'affaires de 1,76 milliard d'Euros de chiffre d'affaires en 2012.

Depuis les années 1960, elle a étendu ses activités à l'international, et notamment en Russie où la consommation des conserves de petits pois et de maïs doux se développe bien.

En France comme dans le monde, l'essentiel de ses approvisionnements en légumes se fait auprès de producteurs indépendants, avec lesquels elle entretient des relations contractuelles étroites puisque les variétés semées, ainsi que les conditions de culture et de récolte des légumes sont des éléments essentiels pour la qualité du produit final. Pourtant, la position de Bonduelle par rapport à l'intégration de la production semble avoir évolué ces dernières années depuis son implantation en Russie.

En Russie : Bonduelle s'est installé dans ce pays en 1995, en important dans un premier temps les produits de sa conserverie de Hongrie. Puis en 2004, l'entreprise a ouvert une usine à Novotitarovskaia, près de Krasnodar, non loin de la Mer Morte, et a loué 3 400 Ha de terres à un ancien kolkhose pour y cultiver

directement les légumes destinés à sa conserverie. Elle a été imitée 2 ans plus tard en 2006 par sa concurrente française CECAB, coopérative agricole morbihannaise (marque Daucy), qui a installé une usine dans la même région, à Timachevsk, et qui a elle aussi loué les 6 000 Ha de terres d'un ancien kolkhose pour produire ses légumes. En 2012, la presse nous a appris que l'usine CECAB était vendue à Bonduelle, qui du coup reprenait aussi la location des 6 000 Ha de terre de la CECAB. Ainsi, Bonduelle gère aujourd'hui en direct 9 400 Ha de légumes de conserve dans la région de Krasnodar pour les besoins de ses usines locales.

En Ukraine : Bonduelle vend ses produits en Ukraine depuis 1999, et y a installé des bureaux dès 2001. L'entreprise avait un projet d'une nouvelle usine (conserverie et surgélation) en Ukraine dès 2008 à la fois pour le marché ukrainien, et pour le marché russe en pleine expansion, dans la région de Tcherkassy, avec un investissement de 40 millions d'Euros, ce qui en aurait fait la plus grande du groupe en Europe ; du coup, elle louait 1 500 Ha de terres pour produire elle-même tout ou partie de ses légumes à Tcherkassy ; mais la presse annonçait le renoncement de Bonduelle, fin 2012 : La reprise de la conserverie CECAB en Russie n'est sans doute pas étrangère à cette marche arrière. L'entreprise cherche maintenant un repreneur pour les 1 500 Ha de terres irriguées qui avaient déjà été louées en Ukraine. Ainsi, cette nouvelle implication directe de Bonduelle dans la production légumière ne se fera pas, ou se fera plus tard ; mais ce 2^{ème} projet montre que l'expérience russe d'implication dans la production des légumes a été suffisamment concluante pour qu'elle ait à nouveau été envisagée en Ukraine ■

Le groupe coopératif Tereos

Le groupe coopératif Tereos, qui rassemble aujourd'hui 12 000 agriculteurs de Picardie et du nord de la France, est basé à Lille. Avec un chiffre d'affaires de 5 milliards d'Euros en 2011-2012, il gère 40 sites industriels emploie 26 000 salariés.

4^{ème} producteur de sucre dans le monde, il est aussi producteur d'alcools, d'amidons et d'éthanol, et bien sûr collecteur de céréales ; il assure les débouchés d'un million d'hectares agricoles en Europe, mais aussi au Brésil et au Mozambique.

Tereos est issu initialement d'un premier regroupement de coopératives betteravières de Picardie, autour de la distillerie d'Origny (Oise) créée en 1932 pour produire de l'alcool. Puis en 1951, c'est une sucrerie coopérative qui a été construite. A partir de la production de sucre et d'alcool de betterave, la coopérative d'Origny a fusionné avec d'autres coopératives, puis s'est progressivement diversifiée vers la production d'éthanol (à partir de 1993) et d'amidon de maïs (à partir de 1996). En 2002, le rachat des activités sucrières de Beghin-Say et l'alliance avec les betteraviers qui livraient à cette entreprise privée amène le groupe coopératif à une nouvelle dimension avec 9 500 agriculteurs associés, et à la nouvelle dénomination de Tereos.

Canne à sucre au Brésil et au Mozambique :

Le groupe s'est par ailleurs internationalisé progressivement : Après de premières acquisitions d'usines en Europe dans les années 1990, la coopérative s'est implantée au Brésil en 2000 en s'associant avec Cosan, leader brésilien de la transformation de la canne à sucre, puis a racheté différentes sucreries au fil des ans dans ce pays, misant sur une

complémentarité entre les productions de sucre de betterave et de canne à sucre. Aujourd'hui, la filiale de Tereos au Brésil, Guarani, est le 3^{ème} producteur de sucre du Brésil ; elle a pour actionnaire minoritaire (31,4 %) Petrobras Biocombustível depuis 2010, parce que la canne c'est le sucre mais c'est aussi l'éthanol qui intéresse Petrobras ; elle gère 7 usines dans l'Etat de Rio et a traité 16,3 millions de tonnes de canne en 2011-2012, ce qui, avec un rendement moyen de 70 T/Ha, représente la production de 230 000 Ha de canne. Un tiers de ces surfaces sont gérées en direct par Guarani, et deux tiers par des planteurs locaux : Ce sont donc quelque 75 000 Ha qui sont gérés en direct par Guarani qui emploie 10 500 personnes dans ses plantations, et 4 100 dans ses usines et ses services.

Par ailleurs, en 2006, Tereos s'est implanté au Mozambique, pour produire et transformer de la canne à sucre là aussi : Le groupe a repris progressivement les actifs de la société Companhia de Sena qui possède une sucrerie et 15 000 Ha de canne en gestion directe, avec 5 600 employés dans ses plantations, et 900 à l'usine et dans les services à Marromeu. Cette filiale contrôlée par Guarani projette la création à Marromeu d'une unité de production d'éthanol : Petrobras, la grande société brésilienne de l'énergie, s'intéresse logiquement, à travers Companhia de Sena, à la production de biocombustibles dans un pays d'Afrique qui parle aussi le Portuguais.

Enfin, en 2010, Tereos a acquis aussi les actifs du groupe Quartier Français à La Réunion et en Tanzanie : Plusieurs sucreries de La Réunion sont maintenant gérées par sa filiale Tereos Océan Indien, auquel 3 500 planteurs livrent leur production, pour un total de 24 500 Ha de culture de canne. En Tanzanie, Tereos détient aussi 30 % des parts de la "Tanganyika Plan-

ting Company", société basée à l'île Maurice, qui gère une sucrerie à Moshi avec 8 000 Ha de canne en gestion directe.

Pour conclure, Tereos transforme donc la production de quelque 270 000 Ha de canne au Brésil, au Mozambique et à La Réunion ; et elle gère en direct une partie de ces surfaces : 75 000 Ha au Brésil, et 15 000 Ha au Mozambique, soit 90 000 Ha.

Tereos Internacional : En 2010, le groupe a créé "Tereos Internacional", société brésilienne dont Tereos est l'actionnaire majoritaire, pour coiffer ses activités dans le domaine de la canne à sucre et de la transformation des céréales, avec notamment les filiales Guarani, pour les activités liées à la canne à sucre au Brésil et au Mozambique, et Syral, pour les activités liées à l'amidonnerie, en Europe principalement, mais aussi au Brésil et en Chine.

Il est à noter en effet que Tereos a acquis successivement 2 amidonneries de manioc au Brésil, et s'est allié en 2012 au géant agro-industriel asiatique Wilmar pour construire en Chine 2 amidonneries de blé. La nouvelle société, Dongguan Yihai Kerry Syral starch Technology Co. Ltd., produira notamment de l'isoglucose, dans une association 49/51 avec Wilmar : L'une à Dongguan, près de Canton, et l'autre un peu plus tard dans le Henan. Mais dans ce projet, Tereos ne parle pas de se lancer dans la production du blé nécessaire aux amidonneries.

Emplois, et bénéficiaires : Le groupe Tereos emploie 26 500 salariés, dont 14 600 au Brésil et 6 600 au Mozambique : 80 % de ses employés sont dans ces deux pays. Si on leur rajoute les 700 emplois de Tereos Océan Indien à La Réunion, on arrive à 83 % des emplois liés à la canne à sucre dans le groupe.

Les seuls emplois liés aux plantations de canne à sucre sont de 10 450 au Brésil, et de 4 500 au Mozambique où la culture et la récolte sont beaucoup moins mécanisées, soit 14 950 au total : 56 % du total ! Cette fonction de gros employeur de main d'œuvre est une conséquence logique de l'internationalisation de Tereos, même s'il est paradoxal que les agriculteurs français deviennent ainsi employeurs de main d'œuvre dans les plantations qu'ils possèdent au Brésil, et à fortiori au Mozambique.

Compte tenu du renchérissement du coût de la main d'œuvre au Brésil ces dernières années, Tereos a fait des efforts pour mécaniser la culture et la récolte de la canne et employer moins de personnel dans ses plantations. Mais ces efforts de rentabilité maximum sont-ils prioritaires dans un pays de main d'œuvre abondante ? Il ne nous semble pas.

Quoi qu'il en soit, le groupe y retrouve d'ailleurs son compte, et ses agriculteurs coopérateurs français avec lui, puisque de 2004 à 2011, sur 7 ans cumulés, le chiffre d'affaires de Tereos pour ses activités betteraves, céréales et cannes à sucre est de 20,8 milliards d'Euros et la marge brute d'exploitation de 2,9 milliards (14 % du chiffre d'affaires) ; là-dessus, pour la seule canne à sucre, le chiffre d'affaires est de 3,7 milliards, et la marge de 0,74 milliard (20 % du chiffre d'affaires) : C'est de fait l'activité liée à la canne à sucre qui laisse la marge la plus forte, rapportée au chiffre d'affaires.

Une dynastie de directeurs : Curieusement, depuis le début de la saga de la distillerie d'Origny dans l'Oise et jusqu'à aujourd'hui, Tereos n'a connu que 3 directeurs entrepreneurs qui se sont succédés de père en fils : Jean Duval a été à l'origine de la distillerie

puis de la sucrerie d'Origny notamment. Il a cédé son poste à son fils Philippe en 1984, qui a géré les fusions de coopératives, puis le rachat de Beghin Say, et enfin l'internationalisation du groupe. Fin 2012, c'est son fils Alexis, diplômé d'HEC comme son père, qui a été nommé Président du Directoire en remplacement de son père. Bien sûr, il y a un Président du Conseil de surveillance qui est agriculteur, Thierry Lecomte, président de la coopérative betteravière SDA, l'une des 9 constituantes du groupe ■

B) Deux groupes de négoce international en produits alimentaires : 1 généraliste (LDC), 1 spécialisé (SUCDEN)

Ces deux groupes ont en commun d'avoir axé leurs activités sur le négoce international de produits alimentaires : Négoce très diversifié pour LDC (Louis Dreyfus Commodities), et centré sur le sucre pour SUCDEN (Sucres et Denrées).

Mais ils ont tous deux de nombreuses activités agro-industrielles, ce qui les rapproche des deux groupes précédents.

Si LDC est un groupe économique d'une taille impressionnante, avec un chiffre d'affaires de près de 60 milliards de dollars US en 2011, et une très importante gestion de terres en direct avec plus de 400 000 Ha en Amérique Latine et peut-être demain des terres en Côte d'Ivoire, le groupe SUCDEN est nettement plus modeste, avec des implantations agricoles en Russie seulement ■

Le groupe Louis Dreyfus Commodities (LDC)

Historique :

Le groupe Louis-Dreyfus Commodities a une longue histoire : il est né en 1851 lorsque le jeune Léopold Louis-Dreyfus, fils d'agriculteurs alsaciens, s'est lancé dans le négoce de céréales. Il s'est basé en Suisse voisine, à Bâle, puis à Berne, et enfin à Zurich en 1864 où il est devenu un important négociant international, opérant de la Russie à l'Europe de l'Ouest. Après la guerre de 1870 entre la Prusse et la France, ayant choisi la nationalité française, il a installé son entreprise à Marseille, puis à Paris en 1875.

Dès le début des années 1900, Louis-Dreyfus a des bureaux qui s'étendent dans le monde entier, au-delà de l'Europe : En Amérique du Nord et du Sud, en Algérie, en Afrique du Sud, en Inde, en Chine, en Indochine, en Australie... En 1914, des bureaux centraux sont installés à New York.

Au XX^{ème} siècle et jusqu'aux années 2005, le groupe se diversifie de plus en plus : dans la banque, le transport maritime, le commerce du pétrole et du gaz, la distribution d'électricité, l'immobilier, l'agro-alimentaire, les biocarburants, les télécommunications...

C'est Robert Louis-Dreyfus, patron du groupe de 2004 jusqu'à son décès en Juillet 2009, qui a donné au groupe son profil actuel : Il l'a recentré très rapidement et fortement sur le négoce agricole et l'agro-alimentaire, il a créé une holding centrale basée à Amsterdam, alors que les cadres sont majoritairement français mais que la langue de travail est l'anglais, et il a rassemblé les activités du

groupe en une seule société : Louis-Dreyfus Commodities. Il a vendu la branche du transport maritime (Louis Dreyfus Armateur) à son cousin Philippe Louis-Dreyfus, ainsi que les actions détenues dans Neuf Cegetel à Vivendi. De 2005 à 2010, selon le Nouvel Observateur du 7 Septembre 2011, la valeur des actifs du groupe a été multipliée par 8 en 5 ans, passant de 0,8 à 6,3 milliards de dollars.

Le groupe aujourd'hui :

Aujourd'hui, sur son site internet, le groupe annonce un chiffre d'affaires en progression extrêmement rapide : 34,1 milliards de dollars U.S. en 2009 ; et 57 en 2012. Il emploie 38 000 personnes en période de pleine activité dans l'année. Avec Cargill, Bunge et ADM, il constitue le groupe leader du négoce international des céréales qu'on appelle "the big four".

Il se présente comme un négociant en produits alimentaires contribuant à nourrir et à vêtir 500 millions de personnes et produisant, transformant et acheminant 70 millions de tonnes d'aliments chaque année. Il se présente aussi comme le 1er négociant mondial pour le coton et pour le riz ; le 2^{ème} pour le sucre, le blé et le maïs ; le 3^{ème} pour le jus d'orange ; le 4^{ème} pour le café, les oléagineux... et il espère représenter bientôt 10 % du commerce mondial des matières premières agricoles.

Il est organisé en 13 "plateformes" correspondant à autant de types d'activités et de filières agro-industrielles : Céréales et éthanol, riz, oléagineux, sucre (avec sa filiale brésilienne Biosev), jus de fruits, café, aliments pour animaux, lait, coton, engrais et approvisionnements, finances, fret (avec 170 bateaux), métaux. Le groupe est par ailleurs organisé géographiquement en 6 grandes régions

dans le monde : Europe et Mer Noire, Amérique du Nord, Amérique Latine (Nord, et Sud), Asie, Moyen Orient et Afrique.

La présence du groupe dans la production agricole :

a) Canne à sucre au Brésil : Le groupe fait état de 330 000 Ha de canne à sucre exploités par sa filiale Biosev, qui alimente aussi ses usines grâce aux apports de 1200 producteurs de canne. Cette filiale a été constituée en 2009, après la reprise par le groupe de l'entreprise sucrière brésilienne Santelisa Vale, emploie plus de 20 000 personnes, et se présente comme le deuxième producteur de sucre de canne dans le monde avec 13 sucreries. Cette même année 2009, différents articles de presse ont fait état d'importants conflits du travail dans les plantations et usines du groupe, et d'interventions de la police fédérale de Belo Horizonte pour fermer certaines exploitations de canne et une usine sucrière où les conditions de travail étaient indignes.

b) Agrumes au Brésil : Le groupe mentionne 30 000 Ha d'agrumes au Brésil, dont la production va alimenter ses unités de production de jus de fruit : Oranges, citrons, pamplemousses.

c) Grandes cultures en Amérique du Sud : Le groupe, à travers sa filiale Calyx Agro Ltd créée en 2007 et dont il est l'actionnaire majoritaire, a acheté 10 exploitations pour un total de 40 000 Ha de terres au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Paraguay, et loue 30 à 60 000 Ha supplémentaires en Argentine et en Uruguay. Il cultive du soja, du maïs, du coton, du blé... Selon une étude de HighQuest Partners datée de Janvier 2012, Calyx Agro exploitait 79 000 Ha en juin 2010, dont 25 000 en propriété et 59 000 en location ; mais cette même étude donne plus loin des chiffres plus

détaillés qui ne mentionnent que 47 000 Ha cultivés, dont 10 100 en propriété et 36 900 en location ; la même étude annonce des projets ambitieux d'augmentation des surfaces cultivées, mais il est difficile de savoir quel crédit il faut accorder aux chiffres avancés.

d) Palmiers à huile en Indonésie : Le groupe annonce sur son site internet exploiter 58 000 Ha de palmiers à huile en Indonésie à travers une co-entreprise (joint venture) en partenariat avec un associé. De fait, le groupe est associé en Indonésie avec le groupe Kencana Agri Ltd, coté à la bourse de Singapour, qui gère 55 à 60 000 Ha de palmiers à huile et des usines de traitement en Indonésie ; mais la co-entreprise, baptisée DKI (Dermaga Kenkana Indonesia), est dédiée à l'aménagement d'un port en eau profonde et à la mise en place d'installations de stockage portuaire d'une capacité de 60 000 tonnes à Balikpapan, sur la côte Est de Kalimantan (Bornéo), pour l'exportation des huiles et des tourteaux produits. Il semble donc inexact de dire que le groupe exploite lui-même les plantations, d'autant plus que le groupe Wilmar basé à Singapour, l'un des leaders mondiaux de l'huile de palme, est lui-même actionnaire de 20 % des actions de Kencana Agri Ltd.

e) Riz en Côte d'Ivoire : Il y a un an, fin Janvier 2013, des articles de presse mentionnaient la rencontre à Abidjan de la présidente et du directeur général du groupe avec le Président Alassane Ouattara et ses ministres de l'agriculture et du commerce, pour la signature d'un accord de partenariat public-privé concernant la zone rizicole du nord, sur 100 à 200 000 Ha : L'objectif serait d'investir 60 millions de dollars entre le groupe et l'Etat ivoirien, pour l'irrigation de terres, la construction d'une unité de décorticage de riz... A terme, il s'agirait de produire 300 000 tonnes de riz

paddy et de tripler la production du nord. 50 à 60 000 producteurs de riz de cette zone seraient encadrés par Louis-Dreyfus, mais les articles ne précisent pas quelle surface le groupe se verrait attribuer pour une exploitation en gestion directe. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la "Stratégie Nationale de Développement de la filière Riz" adoptée par le gouvernement ivoirien le 15 Février 2012. Sera-t-il suivi d'effet sur le terrain ?

Conclusion :

Ainsi, si la production agricole n'est pas le cœur de métier du groupe, il n'en est pas moins très présent avec plus de 400 000 Ha de cultures en Amérique du Sud, l'équivalent de la surface d'un département français : Surtout en canne à sucre au Brésil, mais aussi en agrumes au Brésil, et en grandes cultures dans 4 pays du "cône sud" de l'Amérique Latine ; enfin, il sera peut-être présent demain en Côte d'Ivoire pour la production de riz. Pour ce qui concerne le palmier à huile en Asie, comme on l'a vu, la présence du groupe dans l'exploitation de plantations n'est pas avérée ■

Le groupe SUCDEN

Créé en 1952 par Maurice Varsano, le groupe SUCDEN (Sucres et denrées) a bâti son négoce international de sucre en tant qu'intermédiaire entre des pays en développement producteurs de sucre de canne, et des pays gros consommateurs de l'OCDE ; en 1959 notamment, après la révolution cubaine et le départ des Américains, il a su offrir ses services à Fidel Castro pour vendre le sucre cubain, principal produit d'exportation de l'île, notamment au Japon et en Afrique du Nord.

Aujourd'hui présidé par son fils Serge depuis 1988, le groupe, après une période de diversification, s'est re-spécialisé dans le négoce du sucre au niveau mondial, affrétant 8 millions de tonnes par an, et distribuant 1 million de tonnes auprès des marchés domestiques. Il s'est diversifié dans le négoce de l'éthanol (avec des bureaux à Genève), et du copra (noix de coco). Son siège étant à Paris, il est présent dans le monde entier : Europe, Etats-Unis, Brésil, Mexique, Russie, Inde, Afrique...

En Russie, le groupe a démarré des opérations de négoce en 1993 et, profitant de la nouvelle libéralisation du marché après la disparition de l'URSS en 1991, il est devenu l'un des principaux négociants en sucre du pays à la fin du XX^{ème} siècle, s'impliquant dans la production de sucre.

Son site internet fait état de 6 sucreries appartenant au groupe dans 3 régions (Penza, au Sud-Est de Moscou ; Lipetsk, au sud de Moscou ; et Krasnodar, près de la Mer noire ; le groupe raffine ainsi 8 % du sucre russe, soit 650 tonnes en 2011 ; et il participe actuellement à l'investissement de 254 millions d'Euros d'une société sucrière russe, CJSC, pour une

nouvelle sucrerie au nord de Moscou, dans la région de Rostov.

Dans les 3 premières régions de Russie citées, il est aussi impliqué directement dans la production de betteraves pour approvisionner ses sucreries et compléter les livraisons de producteurs locaux : La France Agricole, dans un article du 6 Décembre 2012, fait état de 120 000 Ha de cultures en Russie. Le site internet du groupe, lui, fait état de 95 000 Ha de terres, avec des cultures de betteraves, de tournesol, d'orge, de blé... :

- 25 000 Ha à Stoudenets (région de Penza) ;
- 50 000 Ha à Dobrynya et à Ousman (région de Lipetsk) ;
- 20 000 Ha à Ouspenski (région de Krasnodar).

Mais la présence du groupe en Russie n'est pas de tout repos : Une société russe liée semble-t-il à des oligarques l'a accusé de s'être indûment approprié des équipements industriels à Lipetsk, et a obtenu un jugement en Avril 2012 condamnant le groupe à payer 52 millions d'Euros ; mais après que le groupe ait menacé de quitter la Russie, la Cour suprême russe a cassé le jugement précédent en Décembre. Entretemps, SUCDEN a annoncé en Juillet 2012 avoir bouclé un partenariat avec un homme d'affaires russe, ancien Président de la Kalmoukie ■

C) Les groupes "africains" : Bolloré/SOCFIN, SIFCA, SOMDIAA, MIMRAN, Compagnie Fruitière

Ces groupes agro-industriels d'une taille respectable ont en commun d'être implantés essentiellement en Afrique de l'Ouest.

Le groupe Bolloré, auquel on a joint SOCFIN, société luxembourgeoise qui lui est liée, est de loin le plus gros des cinq, avec des activités très diversifiées qui n'ont pour la plupart rien à voir avec l'agriculture.

Le groupe SIFCA, de création plus récente que les autres, a la particularité d'être Ivoirien et non Français ; il a été décrit ici dans la mesure où une partie de son encadrement est français.

Les 3 autres groupes, comme Bolloré/Socfin, sont des héritages de la période coloniale française : Ces entreprises ont été créées avant les indépendances, et valorisent des produits tropicaux : Caoutchouc de l'hévéa, huile de palme, canne à sucre, ananas et bananes ■

Le groupe Bolloré, et SOCFIN

Le groupe Bolloré :

Le groupe affiche un chiffre d'affaires de 10,2 milliards d'Euros en 2012. Né à Quimper il y a près de deux siècles avec la création des papeteries Bolloré, s'est beaucoup diversifié et internationalisé dans ses activités depuis qu'il est dirigé par Vincent Bolloré en 1981.

Son organigramme est composé d'un grand nombre de sociétés. Aujourd'hui, sa première activité, pour plus de la moitié du chiffre d'affaires, concerne le transport et la logistique, avec la gestion de plateformes logistiques dans le monde entier, et surtout la gestion de nombreux terminaux portuaires en Afrique. Bolloré est aussi un très gros distributeur de fuel domestique, en France surtout. Le groupe est aussi présent dans les médias et les télécommunications, avec une forte participation dans le groupe de communication et publicité Havas, le quotidien gratuit Direct Matin, l'institut de sondages CSA... Il fabrique par ailleurs des batteries au lithium qui équipent ses "blue cars" à Paris, ainsi que des films polypropylène pour condensateurs.

Enfin, Bolloré est, directement et indirectement, un très grand propriétaire terrien :

- Il possède officiellement 38,7 % des parts de l'entreprise SOCFIN, basée au Luxembourg, qui gère 140 000 Ha de plantations d'hévéa et de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et en Asie. Au conseil d'administration de SOCFIN qui comprend 5 membres, siègent MM. Bolloré et de Bailliencourt, représentant les intérêts du groupe Bolloré. Y siègent aussi MM. Fabri et de Ribes qui représentent leurs intérêts propres, mais que l'on retrouve par ailleurs au conseil d'administration du

groupe Bolloré.

- Par ailleurs, Bolloré possède directement la SAFACAM avec une plantation de 9 000 Ha d'hévéas et de palmiers à huile au Cameroun, trois fermes aux Etats-Unis totalisant 3 000 Ha, et 230 Ha en Provence, avec notamment des vignes en appellation "Côte de Provence".

Cet ensemble d'actions et de plantations ne représente que 0,4 % du chiffre d'affaires du groupe puisque l'essentiel du chiffre d'affaires des plantations est fait au sein de SOCFIN, mais Bolloré joue un rôle déterminant dans cette dernière société dont il faut préciser les contours puisqu'elle tient un rôle non négligeable en Afrique et en Asie.

SOCFIN :

En 1996, le groupe Bolloré prend le contrôle du groupe Rivaud, qui gère alors notamment à travers SOCFINAL (Société Financière Luxembourgeoise) 100 000 Ha de plantations d'hévéas, de palmiers à huile, de bananes en Asie et en Afrique, un héritage de la période coloniale : Selon le journal Libération du 9 Août 1997, à la veille de la seconde guerre mondiale, le groupe Rivaud employait 230 000 salariés. Mais après la guerre, lors des indépendances, beaucoup de plantations sont nationalisées : Au Vietnam, au Cambodge, puis au Zaïre notamment. A l'inverse, le groupe Rivaud obtient en Indonésie une concession de 45 000 Ha en 1968.

Aujourd'hui, SOCFIN (précédemment nommé Socfinal), avec ses deux branches SOCFINAF (Afrique) et SOCFINASIA (Asie), ce sont 20 à 30 sociétés, et plus de 140 000 Ha de plantations d'hévéa et de palmier à huile : 48 000 Ha en Indonésie et 4 000 Ha au Cambodge ;

34 000 Ha au Cameroun, 23 000 Ha en Côte d'Ivoire, 14 000 Ha au Liberia, 16 000 Ha au Nigeria, 4 000 en R.D. Congo...

SOCFIN, ce sont aussi beaucoup de nouveaux projets de concessions et de plantations au Sierra Leone, au Liberia, au Ghana, en Côte d'Ivoire, en R.D. Congo, au Cambodge.

SOCFIN, ce sont officiellement 1,46 milliards d'Euros d'actifs au 31 Décembre 2010 ; le chiffre d'affaires consolidé était de 659 millions, et les profits nets de 250 millions en 2011.

Les dénonciations des pratiques sociales et environnementales de SOCFIN ont été nombreuses ces dernières années :

- Un récent projet au Sierra Leone a fait l'objet de multiples articles de presse très critiques dans le monde, et en Avril 2012 d'une étude du "Oakland Institute", un institut de recherche basé en Californie : "Comprendre les investissements fonciers en Afrique", dont le journal Ouest France a fait paraître un commentaire le 4 Février 2013 sur son site internet.
- Au Cameroun, la SOCAPALM, filiale de SOCFIN qui gère 32 000 Ha de palmiers à huile, a été plusieurs fois dénoncée pour ses pratiques sociales ; les plantations, qui avaient été nationalisées après l'indépendance, ont été à nouveau privatisées en 2000 ; et depuis, de nombreux articles et études ont été très critiques sur la gestion de la société : Citons notamment l'étude du Mouvement mondial pour les forêts tropicales intitulée "Résistances contre deux géants industriels en forêt tropicale" parue en 2008 ; l'article du Monde Diplomatique d'Avril 2009 ; l'étude de 4 ONG parue en 2010 : "L'impact de la privatisation de la SOCAPALM sur les

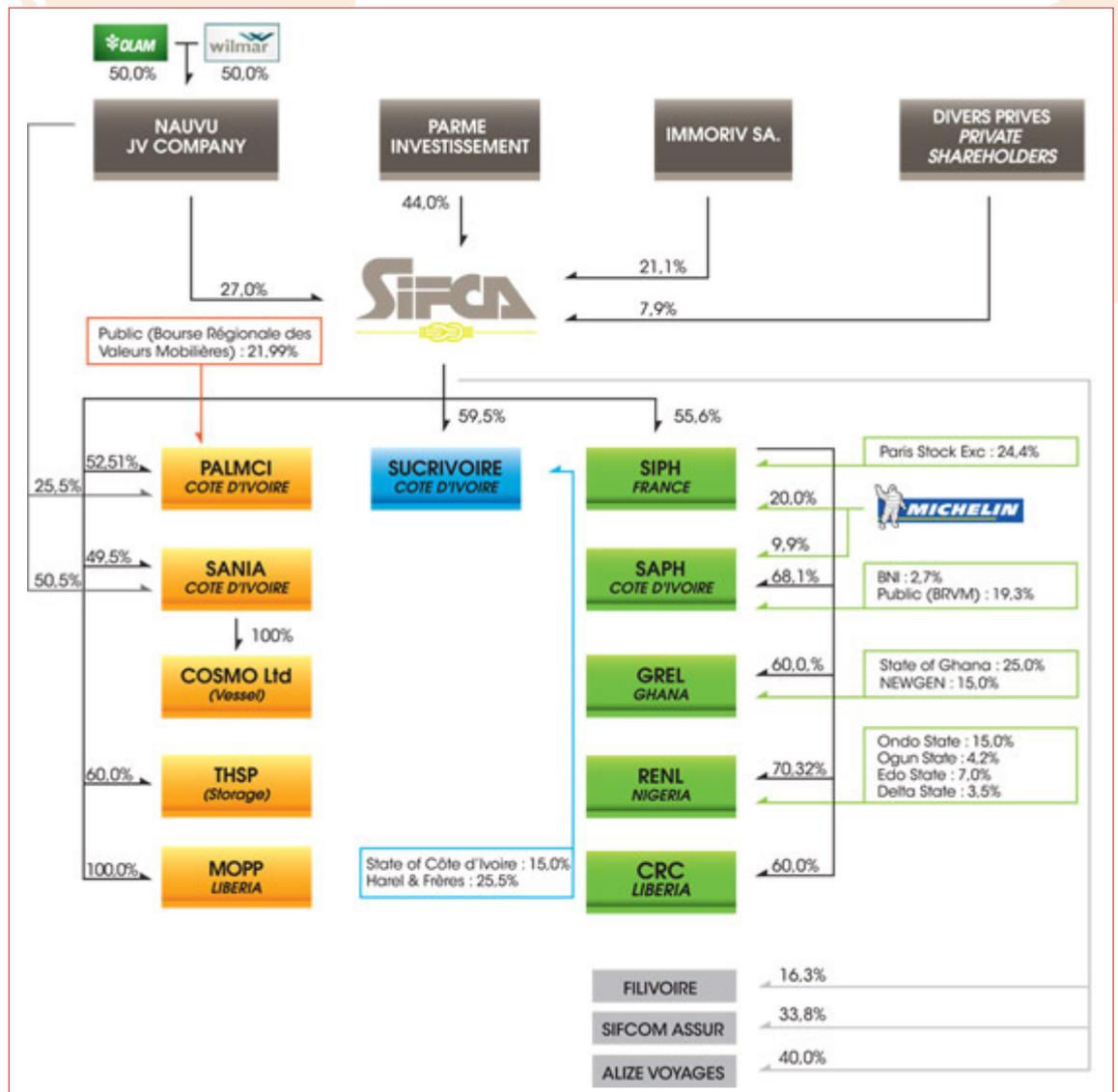
communautés et l'environnement au Cameroun".

- Au Liberia, en 2006, la Mission des Nations Unies au Liberia (UNMIL) avait publié un rapport très critique sur la situation des droits de l'homme dans 5 plantations d'hévéa, dont celle de la SOCFIN : "Human rights in Liberia's rubber plantations".

Mais les détracteurs de Bolloré et de ses filiales risquent souvent des procès : Le journaliste Benoit Collombat et deux directeurs de France Inter ont été reconnus coupables de diffamation par les tribunaux pour leur émission radio de Mars 2009 consacrée au groupe ■

Le groupe SIFCA

Fondé en 1964 en Côte d'Ivoire par Pierre Billon, ivoirien, le groupe est aujourd'hui un acteur majeur agro-alimentaire du caoutchouc (plantations d'hévéas), de l'huile (plantations de palmiers à huiles) et du sucre (plantations de cannes à sucre) en Afrique de l'Ouest. Il gère 100 000 Ha de plantations, surtout en Côte d'Ivoire, mais aussi au Ghana, au Nigeria et au Liberia. Il emploie 29 000 salariés, et est le premier employeur de Côte d'Ivoire avec 17 000 salariés dans ce pays.



Les surfaces des plantations sont actuellement les suivantes : En Côte d'Ivoire, 39 000 Ha de palmiers à huile, 11 000 Ha de canne à sucre, et 22 000 Ha d'hévéa. Au Ghana : 12 000 Ha d'hévéa. Au Nigeria : 12 000 Ha d'hévéa. Au Liberia : 5 000 Ha d'hévéa. Par ailleurs, en Côte d'Ivoire, la SIFCA collecte beaucoup auprès des petits planteurs villageois : 2/3 de ses approvisionnements en caoutchouc proviennent de ces petits planteurs, et une proportion plus grande encore de ses approvisionnements en régimes de noix de palme puisqu'elle collecte la production de 136 000 Ha de plantations villageoises.

Le précédent président de SIFCA, Yves Lambelin, ingénieur français naturalisé ivoirien et travaillant dans l'entreprise depuis 1978, qui a beaucoup marqué la croissance et le développement de l'entreprise, est mort au printemps 2011 lors des événements politiques qui ont entourés le remplacement de Laurent Gbagbo par Alassane Ouattara à la tête de la Côte d'Ivoire.

Aujourd'hui, la direction du groupe basée à Abidjan est toujours française, mais le conseil d'administration est contrôlé par la famille Billon qui détient, en alliance avec la famille Lambelin, 65 % des actions. La SIFCA a par ailleurs des alliances stratégiques dans ses domaines d'activités : Les groupes OLAM et Wilmar, géants agro-industriels asiatiques basés à Singapour, sont entrés au capital du groupe en 2008, et détiennent aujourd'hui 27 % des actions de SIFCA ; ils détiennent en plus des parts dans les filiales de SIFCA qui gèrent les plantations de palmiers à huile et les raffineries de Côte d'Ivoire, et sont donc majoritaires dans ces filiales (PALMCI et SANIA) ; ils siègent au conseil d'administration de SIFCA. Par ailleurs, le groupe sucrier Terra possède 25 % des parts de SUCRIVOIRE, la filiale "sucre" de SIFCA.

Enfin, le groupe Michelin possède depuis 2002 20 % des actions dans la filiale du groupe qui s'occupe de l'exploitation de l'hévéa (SIPH) ■

Le groupe SOMDIAA/CASTEL

Le groupe SOMDIAA créé en 1947 et dirigé actuellement par Alexandre Vilgrain, qui se présente sur son site internet avec le slogan "L'agroalimentaire en Afrique, pour l'Afrique", a son siège à Paris, et est un acteur économique important en Afrique de l'Ouest pour le sucre (représentant les trois quarts de son chiffre d'affaires), la farine et les aliments pour animaux (3 minoteries), et à la marge les œufs, et le coton.

En 2011, l'alliance de SOMDIAA avec le Groupe Castel, négociant en vins de Bordeaux mais aussi premier producteur de bière en Afrique de l'Ouest, a conforté l'activité sucrière du groupe en lui apportant de nouvelles plantations de canne à sucre et des sucreries.

Employant près de 19 000 personnes, le groupe est actuellement présent par ses filiales dans 6 pays d'Afrique et à La Réunion. Il a réalisé 447 millions d'Euros de chiffre d'affaire en 2012. Il cultive 58 000 Ha de canne à sucre, et il a produit en 2011 350 000 tonnes de sucre, essentiellement à partir de ses plantations de canne, dans ses 6 filiales sucrières, selon son site internet :

SOSUCAM au Cameroun : 18 700 Ha de canne à sucre, 130 000 tonnes de sucre par an.

SUCAF en Côte d'Ivoire : 14 600 Ha de canne à sucre, 105 000 tonnes de sucre par an.

SARIS au Congo : 12 000 Ha de canne à sucre, 70 000 tonnes de sucre par an.

CST au Tchad : 3 500 Ha irrigués de canne à sucre, 40 000 tonnes de sucre par an.

SUCAF au Gabon : 4 400 Ha de canne à sucre,

26 400 tonnes de sucre par an.
SUCAF en Centrafrique : 5 140 Ha de canne à sucre, 12 000 tonnes de sucre par an.

Au Cameroun, sa filiale SOSUCAM gère 10 000 Ha de canne à sucre dans la Haute Sanaga, dans le centre du pays ; en 2006, le gouvernement a signé un contrat lui accordant 12 000 Ha supplémentaires, mais cette extension se fait aux dépens des communautés rurales locales, selon un article du 11 Octobre 2010 publié par Peuples Solidaires, qui s'appuie sur l'expérience locale du CODEN (le Comité de développement de la région de Ndo), une ONG camerounaise : Les meilleures terres ne sont plus accessibles pour les cultures vivrières. La poursuite de l'élevage traditionnel local, comme le développement des cultures paysannes du cacao et du café, sont compromis. Aujourd'hui, l'entreprise annonce cultiver 18 700 Ha de canne à sucre situés sur deux sites, M'Bandjock et N'Koteng, avec une usine sur chacun des sites. Mais la SOSUCAM annonce viser une surface de 25 000 Ha dès 2017, pour porter sa capacité de production à 165 000 tonnes de sucre par an. Une telle croissance renforcera la domination quasi-totale de la société sur le marché du sucre dans le pays.

Pourtant, Alexandre Vilgrain est par ailleurs président du Conseil français des investisseurs en Afrique, et il a lui-même participé en France aux travaux du Centre d'Analyse Stratégique sur l'accaparement des terres, qui ont abouti à son rapport de Juin 2010 : "Les cessions d'actifs agricoles par les investisseurs étrangers dans les pays en développement" ■

Le Groupe MIMRAN

Jacques Mimran, initialement français d'Algérie, se retrouve à la fin de la guerre patrons de minoteries au Maroc, mais il rêve de développer son activité en Afrique sub-saharienne. Il fait donc construire des moulins à Dakar à partir de 1946, et son activité industrielle débouche sur la création des Grands Moulins de Dakar (GMD) 10 ans plus tard. En 1963, il a étendu son activité en Côte d'Ivoire en créant les Grands Moulins d'Abidjan (GMA). Puis le groupe s'est diversifié, avec notamment le grand projet d'une exploitation de canne à sucre de près de 10 000 Ha à Richard-Toll, dans la vallée du fleuve Sénégal en bordure du désert de Mauritanie, et avec la création de la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) en 1970. A la mort de Jacques Mimran, en 1975, le Président Léopold Sédar Senghor dira de lui qu'il fut le vrai fondateur de l'industrie sénégalaise, selon le site du groupe.

Les fils et petit-fils du fondateur ont pris la suite, et le groupe comprend aujourd'hui 2 divisions : les sociétés agro-alimentaires (Grands Moulins de Dakar et d'Abidjan, et Compagnie Sucrière Sénégalaise) basées en Afrique, et les sociétés de services (négoce international, transport maritime, approvisionnements divers) basées à Monaco.

Le groupe emploie 6 700 salariés, et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions d'Euros. Il produit annuellement 100 000 Tonnes de sucre, 8 millions de litres d'ethanol, 600 000 Tonnes de farine, et 110 000 tonnes d'aliments du bétail.

Il a acquis récemment auprès du gouvernement du Président Wade une concession de 4 300 Ha supplémentaires pour accroître sa production de sucre de canne à Richard-Toll, et passer d'une production annuelle de

100 000 Tonnes à 150 000 Tonnes de sucre. Mais les terres nouvellement concédées sont, selon un article du Huffington Post du 30 Juin 2012, déjà occupées par 10 villages de tradition Peule, qui sont là depuis toujours... La société, elle, affirme que son développement se fait sur des surfaces arides et dénuées de toute Habitation ■

La Compagnie Fruitière :

Créée en 1939 à Marseille pour importer les fruits en provenance d'Afrique, la société s'est associée en 1992 au géant américain Dole, leader mondial des fruits et légumes, qui détient 40 % des actions. En 2008, le groupe a acquis les sociétés Dole France et JP Fresh (Royaume-Uni), élargissant sa gamme à tout le rayon fruits de ses clients distributeurs. La Compagnie Fruitière est le premier producteur de fruits de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique, selon le site internet de l'entreprise, et commercialise ses fruits en Europe et au Maghreb, avec plus de 500 000 tonnes de fruits produits en Afrique de l'ouest, surtout bananes et ananas.

Le groupe a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 700 millions d'euros, et emploie plus de 17000 salariés en Europe, au Maghreb, et en Afrique sub-saharienne. Outre ses productions de fruits frais en Afrique, le groupe possède une usine de barres de fruits à Perpignan, et 8 navires spécialisés de transport, ainsi que des mûrisseries en France, en Grande Bretagne et au Maroc.

A travers ses filiales, il possède aujourd'hui des plantations de fruits dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest :

- Au Cameroun, la Société du Haut Penja (PHP) exploite 4 500 Ha de bananes et

d'ananas (et de poivre), et emploie 6000 salariés.

- En Côte d'Ivoire, la Société de Culture Bananière (SCB) exploite près de 4 000 Ha de bananes, d'ananas et de papayes sur une vingtaine de sites, et emploie 6500 salariés.
- Au Ghana, la Société Golden Exotics limited (GEL) exploite 3 500 Ha en 2 plantations de bananes et d'ananas, et emploie 2000 salariés. Elle a un projet d'extension de 1 200 Ha.
- Au Sénégal, la Société des Grands Domaines du Sénégal (GDS) exploite 80 Ha de serres près de Saint Louis pour produire 10 000 tonnes de tomates à contre-saison, et 120 Ha de culture de maïs doux à destination de la Grande Bretagne.

En Septembre 2013, un reportage télévisuel de "Cash investigation", sur France 2, dénonçait les pratiques des Plantations du Haut Penja pour ses épandages de pesticides, et pour de graves conflits d'intérêts au Cameroun. Déjà en 2011, un film documentaire intitulé "La banane", réalisé par un jeune camerounais, dénonçait cette société pour différentes pratiques sociales, politiques et environnementales : Mauvaises conditions de travail et mauvaises rémunérations des salariés, collusion entre les responsables de la société et les autorités administratives et politiques locales, risques sanitaires liés à l'épandage de pesticides... auparavant, en Mai 2009, dans son Rapport "Des sociétés à irresponsabilité illimitée", le CCFD et OXFAM France classaient la Compagnie Fruitière parmi les sociétés "peu scrupuleuses" pour ses pratiques au Cameroun ■

D) Quelques entreprises en Afrique : DRT, et des PME de production de nouveaux agro-carburants

DRT = Dérivés Résiniques et Terpéniques

Cette entreprise indépendante à capitaux familiaux implantée à Dax dans le Sud-Ouest a été créée en 1932 pour valoriser initialement la résine de pin et l'essence de térébenthine. Elle emploie aujourd'hui 1000 personnes dont 700 en France, et gère 3 usines en France, mais aussi 3 en Inde et 1 en Chine, et 80 % de son chiffre d'affaires de quelque 300 millions d'Euros se fait à l'international. Comme son nom l'indique, elle reste spécialisée dans la production de résines et de terpènes à partir du pin, mais aussi à partir de différentes plantes, pour les besoins de différentes industries : parfumerie, détergents, adhésifs, peintures et vernis, caoutchoucs, bitumes, ...

En 2007, elle a obtenu de la Société d'Etat Fanalamanga à Madagascar un droit d'usage de 10 ans sur 10 000 Ha de forêt de pins pour le gemmage, c'est-à-dire la récolte de la résine à partir de blessures artificielles du tronc. Cette forêt de pins dont la surface totale atteint 75 000 Ha a été implantée dans les années 1970 grâce à des crédits de la Banque

Mondiale, pour lutter contre la déforestation qui touchait la forêt naturelle d'eucalyptus attaquée par les populations locales pour produire du charbon de bois.

La Société Malgache de Collecte et de Transformation de la Résine (SMCTR), filiale de DRT basée à Antananarivo, emploie 500 personnes qui collectent la résine et entretiennent la forêt, pour un salaire mensuel de 35 à 40 Euros, selon le journal Sud Ouest du 23 Mai 2011.

Mais en 2011-2012 sont apparues de graves difficultés de relations avec la Société Fanalamanga, qui aurait bloqué l'exploitation organisée par la SMCTR, et qui aurait détourné de l'argent, entraînant le chômage technique d'une grande partie de ses salariés malgaches ■

Quelques PME de production d'agro-carburants

On a regroupé ici 4 petites entreprises qui ont tenté dans les années 2007-2010 de s'implanter dans différents pays d'Afrique pour produire de nouveaux agro-carburants (jatropha, ricin), mais qui ont connu de sérieuses difficultés, et qui ont peut-être disparu aujourd'hui.

Pour ces entreprises, le contexte semblait alors porteur : L'Union européenne incitait ses industriels à produire des agro-carburants, la production européenne de colza et de tournesol suivait avec difficulté, encourageant les industriels à se tourner vers l'importation de matières premières pour produire leur bio-diesel ; par ailleurs, plusieurs gouvernements africains, dans ce contexte, affichaient à leur tour un intérêt pour la production d'agro-carburants et se disaient prêts à soutenir des projets d'entreprises étrangères.

Les 3 premières PME ci-après ont tenté de lancer une production de jatropha, une plante rustique de la famille des euphorbes : Sa graine donne une huile dont on pourrait produire du biodiesel. Leurs premières tentatives d'implantation ont été faites à Madagascar sans beaucoup de succès semble-t-il du fait du contexte hostile aux implantations étrangères et de l'instabilité politique et administrative suite à l'affaire Daewoo et au départ du Président Ravalomanana, puis dans quelques autres pays d'Afrique de l'Ouest, avec là aussi peu de succès. Le contexte actuel de relative marche arrière de l'Union Européenne sur sa politique en faveur des agro-carburants a restreint les perspectives d'exporter de l'huile ou du biodiesel vers l'Europe à partir d'Afrique. Récemment en janvier 2014, une réunion de la "plateforme agro-carburant durable" de Madagascar ne recensait plus dans ce pays que 10 projets d'entreprises pour produire à terme du biodiesel, dont une seule d'origine française (J-Oil), alors qu'il y en avait entre 30 et 40 il y a quelques années.

La quatrième PME rêvait de valoriser le ricin en Ethiopie, mais l'usine construite peine à démarrer, en produisant de l'huile d'arachide semble-t-il. Et la concession d'un vaste territoire agricole par le gouvernement semble presque au point mort ■

Agro Energie Développement, ou Agro ED, ou AED

Cette société a été créée en 2007 par Jean-Claude Sabin, prédécesseur de Xavier Beulin à la présidence de Sofiprotéol, l'interprofession française des oléagineux. Elle était donc bien placée pour connaître le contexte français et européen des agro-carburants, qui sont produits principalement à partir de colza et de tournesol européens, mais aussi à partir de

matières premières importées des 4 coins de la planète et pourquoi pas d'Afrique un jour.

La mission fixée à AED était d' "aider les pays africains à produire du jatropha". De fait, des contacts ont été pris dans différents pays d'Afrique de l'Ouest pour lancer la culture du jatropha :

- Au Mali, AED s'est fait donner par l'Office du Niger une concession de 2 300 Ha sur des terres potentiellement irrigables après investissements. Mais rien n'a bougé sur le terrain.
- Au Burkina Faso, AED aurait signé avec le gouvernement un accord portant sur 200 000 Ha de Jatropha, mais on n'entend plus parler de ce projet.
- En Guinée, un accord aurait été signé avec les autorités en Septembre 2007, là aussi pour développer la culture du jatropha, mais on n'a pas de visibilité sur les suites données à ce projet.

En 2009, un ancien dirigeant influent d'AED, Charles Million, a été accusé de détournements de fonds, et une enquête a été ouverte en 2009 par le parquet de Paris. Depuis, aucune information sur cette société ne semble disponible sur internet ■

New Ecological Oil (NEO)

Cette jeune société créée en 2007, basée d'abord à Marseille, puis à Monaco en 2011, visait comme AgroED à produire du jatropha en Afrique dont l'huile pourrait être vendue pour produire du biodiesel. Elle s'est d'abord intéressée à Madagascar en y créant une société, et en visant une concession de 30 000 Ha de terres à mettre en culture, mais son projet est en stand by ou abandonné.

Elle s'est ensuite tournée vers le Sénégal, où le Président Wade souhaitait le développement de la culture du jatropha, et où elle a installé en 2012 une usine de production d'huile à Gossas, espérant susciter dans la région la production de jatropha sur une surface de 60 000 Ha à terme. Mais en janvier 2013, cette usine neuve d'une capacité de trituration de 12 000 tonnes n'envisageait de tourner qu'avec 1 000 tonnes, en important des graines du Mali et de la Côte d'Ivoire. Les agriculteurs sénégalais ne se montraient pas très intéressés par la culture du jatropha, préférant donner la priorité aux cultures vivrières sur leurs terres : C'est ce que montre une étude de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles comparant la rentabilité à l'hectare de différentes cultures dans les régions de Kaolack et Kaffrine, à partir d'enquêtes auprès des agriculteurs : "Impact de l'introduction des biocarburants au Sénégal" ■

Société J-Oil

Basée à Diego Suarez (Antsiranana) à Madagascar, la société J-Oil visait à produire du jatropha dans la Grande Ile. Elle a commencé une première exploitation expérimentale en 2008 sur une vingtaine d'hectares dans la commune d'Ambolobozikely, à 50 Km au sud-est d'Antsiranana, qui s'est révélée prometteuse. Le maire de la commune de Bobakilandy, au vu des résultats, s'est lancé à son tour dans une plantation de 80 Ha en partenariat avec J-Oil.

La société visait 10 000 Ha de jatropha, selon la base de données de Land Matrix, mais sur le terrain les choses n'ont-elles pas avancé. Mais la société continuerait sur quelques dizaines d'hectares seulement ■

Acazis AG

Acazis est une entreprise basée en Allemagne, dont le responsable est Suisse, et dont le manager local en Ethiopie est Français. Elle a démarré ses activités en 2007 à partir d'une initiative d'entrepreneurs israéliens financés par différents capitaux européens, pour bénéficier d'un projet gouvernemental éthiopien de développer les agrocarburants dans le pays ; l'entreprise a ainsi pu bénéficier d'une concession de 56 000 Ha dans la région de Harar pour 50 ans, et y a construit une usine de trituration d'oléagineux à Fechatu, espérant développer la production de ricin à grande échelle à partir de "fermes communautaires" sur sa concession ; mais si l'usine a effectivement été construite, le projet de production agricole n'a guère avancé et l'expérience s'est soldée par un échec cuisant avec le départ des israéliens à l'origine du projet en 2009 ; F. Achour a été embauché pour tenter de reprendre le projet en mains, en faisant démarrer l'usine avec de l'arachide produite dans la région, et en lançant la culture de ricin ; mais y est-il parvenu à ce jour ?

L'entreprise a fait parler d'elle à ses débuts, quand elle a défriché une zone qui était une réserve naturelle d'éléphants ; plus tard, au printemps 2010, elle a à nouveau fait parler d'elle quand elle a refusé de payer ses employés pendant des mois.

Dans un communiqué de presse daté du 3 Décembre 2012, Acazis signalait qu'elle venait de signer un contrat avec la société éthiopienne K&S Plc qui gèrerait son usine pendant 3 ans, moyennant une redevance de 10 000 Dollars US minimum mensuels ■

E) Les nouveaux fonds d'investissement en agriculture, en Amérique Latine, Europe de l'Est, et ailleurs

Plus récemment, on voit apparaître une nouvelle catégorie d'investisseurs dans les grands projets fonciers agricoles : Ce sont les Fonds d'investissements dédiés aux actifs fonciers agricoles et à la production agricole.

Les deux premiers en France ont été créés en 2005 (Pergam Finances) et en 2007 (AgroGénération) ; mais ensuite ils apparaissent surtout à partir des années 2008 et 2009, avec l'augmentation des prix des céréales sur les marchés mondiaux, puis la crise économique déclenchée par les "subprimes" américaines.

Les deux premiers fonds ont non seulement investi financièrement en Amérique Latine et en Europe de l'Est, mais ils ont pris à leur compte la gestion des terres louées ou achetées.

Il n'est pas sûr que les nouveaux fonds créés, notamment par le secteur bancaire très éloigné de l'agriculture, s'impliquent dans cette gestion directe à l'avenir : Ils peuvent rechercher localement des sociétés qui vont gérer les actifs acquis, comme l'a fait Massena Partners (voir plus loin), ou simplement acheter des parts de sociétés qui, elles, sont impliquées dans la gestion de plantations ou de grandes exploitations agricoles ■

Pergam Finances/ Campos Orientales

Fondé en 2001 par Olivier Combastet, Pergam Finances est un fond d'investissements français qui s'adresse à des groupes familiaux, aux entrepreneurs et aux institutions, et qui vise de fortes valeurs ajoutées. Il gère 800 millions d'Euros, selon l'AGEFI (12/06/2012).

Les produits proposés aux investisseurs sont actuellement :

- Investissements dans du matériel mobile : wagons et conteneurs, mis en location.
- Investissements dans l'immobilier américain, depuis 2010, à travers la filiale Pergam Properties.
- Investissements dans des actifs agricoles, depuis 2005, à travers une filiale spécialisée : Campos Orientales.

Campos Orientales, filiale créée en 2005 par Pergam Finances pour investir dans les actifs agricoles dans le cône sud de l'Amérique du Sud, serait dotée d'un capital de 200 millions de dollars. Elle s'est donné pour objectif de "détecter des terres agricoles marginales ou d'autres valeurs de faible coût qui présentent un fort potentiel de plus-value". Elle annonce avoir acquis en propriété 45 000 Ha, avec 4 exploitations en Uruguay, 2 en Argentine et 1 au Paraguay. Elle emploie plus de 120 personnes, et produit de la viande bovine et ovine, du lait, des oléagineux (soja, tournesol) et des céréales (blé, orge, maïs, sorgho, riz).

Selon son site internet, ses productions annuelles de viande, de lait, de céréales et d'oléagineux sont en forte augmentation,

et il est donc possible qu'elle ait réalisé son souhait de louer aussi des terres en Argentine pour agrandir les surfaces qu'elle gère directement ■

Agrogénération

Ce fond d'investissement en production agricole, très représentatif de cette nouvelle catégorie d'entreprises, a été créé en 2007 par Charles Beigbeder. Celui-ci, diplômé de l'Ecole Centrale en 1988, a été chargé d'affaires chez Paribas, puis banquier d'affaires, puis trader à Londres. Entre 1997 et 2001, il a créé puis revendu une société de courtage en ligne. En 2002, il profite de la dérèglementation du marché de l'énergie en France pour créer POWEO, intervenant indépendant dans la production et la distribution de gaz et d'électricité ; puis il revend ses parts dans l'entreprise en Juin 2009 à Verbund, premier producteur d'électricité en Autriche. En politique, il fait parler de lui comme candidat dissident UMP à la mairie de Paris en janvier 2014.

La création d'Agrogénération, entreprise cotée en bourse et contrôlée par son créateur jusqu'en 2012, répond donc clairement à une logique d'entrepreneur, et pour lui la production agricole est une activité économique comme une autre : Son site internet définit l'entreprise comme "producteur de matières premières agricoles". C'est le prototype de l'entreprise qui bénéficie du contexte actuel de mondialisation de l'économie, cette fois dans le domaine agricole, alors que l'agriculture était restée jusqu'aux années 2000 relativement à l'abri de ce mouvement de mondialisation.

En Ukraine : L'entreprise s'est fixé pour objectif, dans ses premières années de dévelop-

pement, d'installer des activités agricoles en Ukraine, avec l'achat de 2 premières fermes en 2008, et d'une 3^{ème} en 2009. Dès 2010, après la reprise du groupe ukrainien Vinal, elle faisait ses 3^{èmes} moissons en Ukraine sur 40 000 Ha, récoltant du blé, de l'orge, du maïs et du colza principalement. En 2012, l'entreprise annonçait 51 000 Ha en culture, et espérait cultiver 100 000 Ha en fin 2013, selon son site internet.

Pourquoi l'Ukraine ? Dans ce pays, de nombreuses terres ont été plus ou moins laissées à l'abandon après la disparition de l'URSS et la chute des kolkhoses ; les paysans auxquels la terre a été redistribuée en propriété ont été incapables de la remettre en valeur par manque de moyens financiers pour investir dans des tracteurs et du matériel agricole. On peut donc y louer des terres très bon marché, et disposer d'une main d'œuvre locale également très bon marché : ces 2 facteurs expliquent tout l'attrait exercé par l'agriculture ukrainienne sur les investisseurs étrangers. Si l'on ajoute que l'Ukraine dispose des terres noires réputées être parmi les meilleures terres céréalières du monde, on situe l'attrait de ce pays pour les investisseurs, parmi lesquels les Français sont peu nombreux.

Agrogénération a su associer sur place des cadres ukrainiens et européens de l'ouest, et surtout s'appuyer sur une alliance avec le groupe coopératif français Vivescia (issu de la fusion de Champagne Céréales et d'autres coopératives voisines) : Celui-ci possède en Ukraine une filiale, Desnagrain, qui fournit les intrants agricoles (semences, engrais, produits de traitements) avec un crédit de campagne, et collecte les céréales produites, possédant sur place des silos de stockage.

En Argentine : En 2010, Agrogénération s'est lancé dans une nouvelle direction géogra-

phique avec l'acquisition d'une ferme de 700 Ha en Argentine. Son objectif déclaré est de réduire le risque climatique en cultivant dans deux zones géographiques différentes, et de lisser les problèmes de trésorerie : Dans l'hémisphère sud, les récoltes sont décalées de 6 mois par rapport à l'Ukraine.

En 2012, l'entreprise exploite 16 000 Ha, en association 50/50 avec un partenaire local, Suerte Agro, qui appartient à la famille Lacau, originaire du Béarn, et qui possède les terres dans la région de Buenos Aires ; elle cultive surtout du soja et du maïs.

En Afrique ? : Au printemps 2012, le Président du directoire d'Agrogénération, Charles Vilgrain, rêvait déjà de s'implanter sur ce continent : Dans un article du Figaro (4 Mai 2012), il déclarait "Un jour nous serons en Afrique (...). Il y a trois zones agricoles stratégiques dans le globe où il faut être : L'Europe de l'Est, l'Amérique Latine, mais aussi l'Afrique."

La fusion avec Harmelia : Mais les années se suivent et ne se ressemblent pas : Au cours de l'année 2012, Agrogénération connaît de très mauvais résultats en Ukraine, notamment du fait de pluies qui retardent la récolte et obligent l'entreprise à récolter du grain mouillé qu'il faut ensuite sécher et qui perd en qualité et se vend mal. Malgré un volume de récolte en forte augmentation, l'année 2012 se solde donc par un déficit de 5,7 millions d'Euros, et l'entreprise termine l'année avec un endettement financier de 20 millions qui représentent 60 % de la valeur de ses capitaux propres.

Du coup, Agrogénération se rapproche d'un autre fond d'investissement également présent dans l'agriculture ukrainienne, et c'est la fusion avec Harmelia, entérinée par une assemblée générale du 11 Octobre 2013. Har-

melia contrôlait depuis 2010 près de 70 000 Ha dans l'Est de l'Ukraine, autour de Kharkov, et le nouveau groupe qui conserve le nom d'Agrogénération contrôle donc 120 000 Ha de grandes cultures en Ukraine.

Mais dans la nouvelle société Agrogénération, ce sont les dirigeants d'Harmelia qui sont largement majoritaires et qui ont le pouvoir de décision et de gestion : Harmelia avait un actionnaire unique, Konkur Investment Limited basé à Chypre, lui-même contrôlé par Sigma Bleyzer Investment Group LLC : Ce groupe basé à Houston au Texas a été créé en 1994 par les frères Lev et Michaël Bleyzer, américains d'origine ukrainienne, et gère un fond d'environ un milliard de dollars US investis en Ukraine, en Roumanie, au Kazakhstan, et au Texas. Un communiqué d'Agrogénération du 11 Octobre 2013 nous apprend que Charles Beigbeder et son ami Alain Mallart restent au nouveau conseil d'administration, et sont toujours actionnaires mais ils ne détiennent plus que 11 % des parts du nouvel ensemble. Le nouveau président du c.a. est Michaël Bleyzer, qui contrôle 62 % des capitaux de la nouvelle société via sa filiale Konkur. Le directeur général est John Shmorhun qui était déjà aux commandes d'Harmelia depuis sa création en 2010, et qui avait travaillé 18 ans pour DuPont (pesticides) en Ukraine et en Russie. Charles Vilgrain, français, ancien directeur d'Agrogénération, est Directeur général délégué en charge des finances du groupe et du pilotage des opérations en Argentine.

Aujourd'hui, Agrogénération est donc une société de droit français contrôlée par un fond d'investissement américain créé par des ukrainiens ■

RZ Agro Holding

En Avril 2011, le journal Les Echos a annoncé la création de cette nouvelle société, co-propriété d'une entreprise de négoce, Sierentz group, appartenant à la famille de Gérard Louis-Dreyfus (ancien directeur du groupe de négoce Louis-Dreyfus, mais qui n'a plus semble-t-il de liens directs avec le groupe Louis-Dreyfus Commodities de son successeur Robert Louis-Dreyfus), et d'une grande entreprise russe, AFK Sistema, présente dans les télécommunications, l'énergie, l'électronique, les médias... Pour le président de RZ Agro Holding, Stéphane Mac Farlane cité par La France Agricole, "un investisseur étranger en Russie ne peut pas, seul, s'étendre durablement sur ce secteur stratégique (de l'agriculture)".

Cette holding regroupe 89 000 Ha de terres sur 5 fermes de la région de Rostov, en Russie. Les terres proviennent du groupe AFK Sistema qui détenait 46 000 Ha produisant des céréales et des oléagineux, et du groupe Sierentz qui possédait 3 fermes pour un total de 41 500 Ha.

La nouvelle holding vise 150 à 250 000 Ha de terres céréalières à moyen terme, dans un contexte de privatisation en Russie, "notamment pour les meilleurs domaines céréaliers estimés à 13 millions d'Ha". L'objectif affiché de RZ Agro Holding est de devenir l'une des entreprises leaders en agriculture en Russie, dans le sud du pays et dans la région centrale des "terres noires" ■

Massena Partners, et son Fonds Terra Magna Capital

Massena Partners, gérant de fortunes implanté à Paris et à Genève, accompagne des groupes familiaux dans l'organisation, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Il gère des actifs financiers cotés (monétaire, obligations, devises, actions, matières premières) et non cotés, et des actifs réels (immobilier, métaux, œuvres d'art, et... agriculture et forêt). A Paris, il gère 1,6 Md€ d'actifs avec une équipe de 26 professionnels, selon Next Finance.

En 2010, avec l'aide de Rajaa Mekouar de Maera Capital à Londres, Massena Partners a créé un nouveau fonds dédié à l'agriculture : Terra Magna Capital, doté au départ de 40 millions de dollars US. Ce fonds a acquis en propriété 15 exploitations agricoles en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay, d'une superficie de 70 500 Ha. Il en a confié la gestion à la société MSU, société argentine qui gère un total de 210 000 Ha de terres avec un staff de 270 salariés en 2012 dans plusieurs pays, appartenant à différents propriétaires, pour produire du soja, du maïs, du blé, de l'orge, du tournesol et du coton ; MSU soustrait elle-même une partie des travaux agricoles et de la commercialisation des récoltes à des sous-traitants.

De nouveaux capitaux, environ 90 millions de dollars, devaient permettre d'acquérir 50 000 Ha de terres supplémentaires, selon l'article de Next Finance du 15 Novembre 2011 ■

Amundi Funds Equity Global Agriculture

Le groupe Amundi, basé au Luxembourg, est détenu à 75 % par le Crédit Agricole et à 25 % par la Société Générale. C'est un énorme fond spécialisé dans la gestion d'actifs de sociétés dans le monde, avec plus de 700 milliards d'Euros d'actifs sous gestion en 2012, à travers différents fonds spécialisés.

En 2008, il a créé "Amundi Funds Equity Global Agriculture", dont "l'objectif est d'obtenir une croissance du capital sur le long terme en investissant au moins deux tiers de ses actifs dans une sélection d'actions opérant dans des secteurs agricoles (production de céréales, fruits, légumes, engrais, fabricants de systèmes d'irrigation et/ou d'équipements agraires, élevage, transport, stockage et/ou commerce de produits fermiers, notamment) à l'échelle mondiale". Ses actifs sont de 137 millions de dollars.

Nous n'avons pas d'informations sur les placements déjà réalisés par ce fonds. Cependant, Nicolas Fragneau, son gérant, à la tête d'une petite équipe d'analystes, annonce qu'il espère profiter du plan quinquennal chinois 2011-2015 de modernisation de la Chine rurale, doté de gros moyens financiers, pour investir dans ce pays ■

Edifice Capital/ Edifice Agriland

Ce fonds créé récemment par le groupe français Edifice Capital a pour objectif d'investir dans des actifs agricoles et agro-industriels en Afrique, et devrait être doté de 200 Millions d'Euros dès 2013, d'après son site internet. Son directeur est Pierre Bordenave, un ancien d'AgroGénération.

Son objectif est d'investir en Afrique,

- pour "viabiliser des terres à usage agricole mises à disposition par des Etats ou collectivités publiques sur longue période, par des investissements dans les infrastructures d'irrigation et de stockage, puis dans la location de ces terrains viabilisés à des exploitants agricoles. Agriland pourra également investir aux côtés de l'exploitant agricole dans la production."
- pour "investir dans des unités de transformation locale, et de transport de produits agricoles".

En juillet 2013, le fonds annonce un premier investissement réalisé au Gabon dans la filière "volaille de chair", intégrant "l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'alimentation et la reproduction à l'abattage et la distribution". "La ferme produira dans un premier temps 2 millions de poulets à destination du marché local et sera le premier acteur industriel du pays". Quelle est la part de réalité dans cette annonce ? ■

Fonds Talleyrand

Ce fonds d'investissement détenu à parts égales par Robert Lafont et Gilles Bouchier, selon Maghreb Confidentiel du 15 Novembre 2012 et le magazine "Entreprendre", ambitionne de mettre en culture 15 000 Ha de terre en Tunisie à travers sa filiale Talleyrand Tunisie qui gère déjà 2 700 Ha d'oliviers, d'amandiers, de grenadiers et de culture de blé ■

Conclusions

1) 22 entreprises pour 1,33 million d'Ha : Les entreprises françaises sont bien présentes dans la gestion de terres agricoles et de plantations à l'étranger. Avec 22 entreprises et fonds d'investissements recensés ici, on arrive déjà à 1,3 million d'hectares, sans prendre en compte les projets de nouvelles implantations de ces entreprises.

Parmi celles-ci, c'est bien sûr Louis Dreyfus Commodities qui vient en tête pour l'importance des surfaces agricoles en gestion à l'étranger : 439 000 Ha en Amérique Latine, soit un tiers des surfaces totales concernées. Viennent ensuite 3 groupes "africains", Bolloré/SOCFIN (156 000 Ha), SIFCA (100 000 Ha) et SOMDIAA/Castel (58 000 Ha). Il y a aussi le groupe coopératif Tereos (96 000 Ha), et le groupe SUCDEN (95 000 Ha). Puis il y a 4 fonds d'investissements importants : AgroGeneration/Harmelia (136 000 Ha), RZ Agro Holding (89 000 Ha), Massena Partners (70 000 Ha), et Pergam finances (45 000 Ha). A elles seules, ces 10 entreprises représentent 1 284 000 Ha, soit 96 % des surfaces recensées.

2) Entreprises et fonds d'investissements : On a classé les entreprises impliquées en 5 groupes, malgré leur faible nombre total, en fonction de leur "métier" principal : Groupes agro-alimentaires opérant en France ; groupes de négoce alimentaire international ; agro-entreprises "africaines" présentes en Afrique de l'Ouest depuis longtemps ; nouvelles PME en Afrique, surtout orientées vers les agro-carburants ; et Fonds d'investissements.

C'est cette dernière catégorie d'entreprises, les fonds d'investissements, qui traduit le plus nettement nous semble-t-il le tournant très

important pris en 2008-2009 par les grands projets agricoles dans le monde : Il souligne l'implication directe du monde de la finance dans le monde de la production agricole. Comme on l'a dit, il ne s'agit bien souvent que de prendre des parts dans des sociétés, cotées ou non cotées, qui sauront gérer des terres agricoles et des plantations. Mais le mouvement traduit bien une réorientation profonde des investissements internationaux vers l'agriculture, parce que la Hausse des prix agricoles rend la production nettement plus "profitable" qu'avant 2008, et parce que les prix du foncier agricole augmentent très vite dans les pays où il existe un marché foncier. Pour cette raison, les capitaux internationaux se sont massivement intéressés dans un premier temps aux marchés à termes des produits agricoles (et particulièrement des céréales), et dans un deuxième temps aux investissements directs dans l'agriculture : Les fonds de pensions, les banques, les grandes sociétés d'assurances, les fonds privés, se mettent progressivement en mouvement dans ce sens. Ceci se traduit par un afflux de capitaux vers l'agriculture, mais le plus souvent à travers de très grands projets qui se font au détriment des paysanneries locales, pourtant premières intéressées à développer leur production. Concernant ces fonds d'investissements, il est difficile d'avoir accès aux informations sur leurs avoirs agricoles effectifs et sur leurs projets ; et bien souvent, ils restent eux-mêmes loin de la production agricole proprement dite, ne possédant que des actions minoritaires dans des sociétés de gestion agricole impliquées sur le terrain.

A côté de ces fonds d'investissements, ce sont les grandes entreprises agro-alimentaires qui apparaissent le plus souvent comme les opérateurs de ces grands projets agricoles dans le monde. Comme on l'a dit p. 4-5, au point

3 du chapitre "Contexte international", l'importance de ces entreprises transnationales a augmenté très vite, partout dans le monde, grâce au contexte économique international qui leur était favorable. Ce sont elles qui, en contact direct avec les agriculteurs et paysans pour leur acheter leur production, sont à même de gérer eux-même une production agricole sur des terres louées ou achetées, dans les pays où elles sont implantées.

3) Dans quels pays sont les entreprises françaises : Le total des surfaces gérées par les 22 entreprises recensées ici, par grande région du monde, nous amène à 648 000 Ha dans le cône sud de l'Amérique Latine, 313 500 Ha en Europe de l'Est, 318 000 Ha en Afrique, et 52 000 Ha en Asie :

- En Asie, seul le groupe Bolloré est impliqué dans des plantations dhévéas et de palmiers à huile en Indonésie et au Cambodge à travers SOCFINASIA. Et si Louis Dreyfus Commodities est présent lui aussi en Indonésie, c'est semble-t-il pour aménager un port en eaux profondes à Bornéo, pour faciliter les commerce de l'huile de palme de son associé local. Les entreprises françaises ne se précipitent pas dans cette partie du monde, même si c'est là que se concentre une bonne partie de l'activité économique mondiale.
- En Amérique Latine, c'est surtout Louis Dreyfus Commodities (LDC) qui est massivement présent depuis de nombreuses années sur ce continent, au Brésil surtout où il a été rejoint par Tereos pour la culture de canne à sucre. Les implantations en Argentine, Uruguay et Paraguay, qui concernent la filiale de LDC, et plusieurs fonds d'investissements, sont beaucoup plus récentes, et concernent surtout les grandes cultures (soja, céréales).

- En Europe de l'Est, avec la libéralisation des règles nationales en cours, on s'oriente vers un marché foncier agricole plus ouvert en Ukraine et en Russie, alors qu'en principe il est toujours interdit de vendre la terre à des étrangers, individus ou sociétés. Dans ce contexte, les fonds d'investissement s'intéressent à l'Ukraine et à la Russie où le potentiel agricole reste très important, mais misent souvent sur des alliances avec des groupes ou personnalités locales pour éviter d'être la cible de rackets ou d'accusations jouant sur le nationalisme ambiant. Dans cette partie du monde, on retrouve des grandes cultures, mais aussi des betteraves sucrières, et des légumes pour la conserve.

- En Afrique, à travers SOCFINAF surtout, le groupe Bolloré est le plus ancien et de loin le plus important des planteurs français, comparé aux 3 sociétés agro-industrielles implantées aussi en Afrique de l'Ouest (SOM-DIAA, MIMRAN et Compagnie Fruitière). Ces groupes cultivent l'hévéa et le palmier à huile, mais aussi des fruits tropicaux. Il faut souligner que ces entreprises ont de nouveaux projets de plantations, comme on l'a dit plus Haut. Pour ce qui concerne les PME qui ont tenté ou tentent de lancer une production d'agro-carburants, leur démarrage semble difficile.

Enfin, la récente obtention d'une concession de 200 000 Ha accordée par le gouvernement ivoirien à LDC en Côte d'Ivoire pour développer la production de riz est un élément important et nouveau : Comment ce projet concernant une culture vivrière se traduira-t-il sur le terrain, et quelle sera la réaction des populations locales à ces projets ? ■

Sources bibliographiques

Les sites internet des entreprises sont les principales sources bibliographiques du document.

Tereos : Rapports annuels 2010, 2011.

"Tereos , l'énergie de la mondialisation", Les Echos, 14/02/2013

Bonduelle : "Bonduelle craque pour le Kouban", Le Figaro, 15/06/2010.

Louis Dreyfus Commodities : Sites de LDC, Calyx Agro, Kencana Agri Ltd.

"Le nouveau visage du groupe Louis-Dreyfus", Le Nouvel Observateur, 07/09/2011.

"Serge Schoen, CEO Louis Dreyfus commodities" Le Nouvel économiste, 14/02/2013.

"Louis Dreyfus lifts the lid on its ag operations" Agrimoney, 13/11/2012.

"Louis Dreyfus Commodities acquiert Santelisa Vale" Agra Alimentation, 12/11/2009.

"Le groupe Louis Dreyfus accusé de travail forcé au Brésil" L'Expansion, 26/11/2009.

"Case studies on private investment in farmland and agricultural infrastructure", HighQuest Partners, January 2012.

"Quien es quien? Calyx Agro" Infocampo, 21/12/2012.

"Côte d'Ivoire : Louis Dreyfus investira 60 millions de dollars dans le riz" Jeune Afrique, 31/01/2013.

"Un accord cadre signé en vue du développement de la riziculture" AIP, 31/01/2013.

SUCDEN : "Sucre et Denrées s'associe à un oligarque russe" L'usine nouvelle, 11/07/2012.

"La justice annule une lourde condamnation de Sucden en Russie" La France Agricole, 06/12/2012.

"Compagnie Financière Sucres et Denrées S.A. History" Fundinguniverse.com

Bolloré : "Vincent Bolloré devient propriétaire du groupe Rivaud" Les Echos, 01/04/1997.

"Rivaud, une saga financière" Libération, 08 et 09/08/1997.

"Port, rail, plantations : Le triste bilan de Bolloré au Cameroun" Le Monde Diplomatique, Avril 2009.

"Cameroun : l'empire noir de Vincent Bolloré", France Inter, mars 2009.

SOCFIN : "Résistances contre deux géants industriels en forêt tropicale", Mouvement mondial pour les Forêts Tropicales, 2008.

"L'impact de la privatisation de la SOCAPALM sur les communautés et l'environnement au Cameroun", SHERPA, CED, FORCARFE, MISEREOR , Décembre 2010.

"Comprendre les investissements fonciers en Afrique. Le projet SOCFIN en Sierra Leone" Oakland institute, Avril 2012.

SOMDIAA : "Cameroun : SOMDIAA sucre les droits" *Peuples Solidaires*", 11/10/2010.
"Cameroun - Année 2013 - Sucre: La production baisse de 120 000 à 110 000 tonnes", 16/10/2013, cameroon-info.net
"Cameroun. Pour méventes... Sosucam arrête la production du sucre", cameroonvoice.com, 23/09/2013.

MIMRAN : "Sénégal : Jean-Claude Mimran, un Monsieur sucre un peu trop gourmand" *Huffington Post*, 30/06/2012.
Compagnie fruitière : "La Compagnie Fruitière certifiée Max Havelaar" *fld hebdo*, 10/07/2012.
"La banane, un sujet très sensible au Cameroun" *Affaires Stratégiques*, 27/04/2011.
"Au Cameroun, une exploitation de bananes au goût amer" *Libération*, 18/05/2009.

SIFCA : "Côte d'Ivoire : Sifca, une stratégie bien huilée" *Jeune Afrique*, 21/09/2011.

Pergam Finances : "Les terres d'Amérique Latine suscitent des convoitises" *Le Figaro*, 17/11/2011.
AgroGénération: "AgroGénération vise les trois continents" *Le Figaro*, 04/05/2012.
"Agrogénération : Nouveau record de production en Ukraine" *Zone Bourse*, 18/01/2013.

AgroED : "Carburants verts, carburants du développement ?" *OCDE*, Septembre 2008.
"Agroed : L'ancien ministre Charles Million accusé de détournements" *www.developpementdurable.com*, 09/01/2009.

New Ecological Oil : "NEO, société verte" *Monaco Hebdo*, 19/01/2013.
"Insuffisance et mauvaise qualité du jatropha", *Le Quotidien (Sénégal)*, 16/01/2013.
"Impact de l'introduction des biocarburants au Sénégal" *Inter-Réseaux Développement rural*, 05/07/2012.

J-Oil : "Société J-Oil – Production de près de mille litres d'huile de jatropha" *Ministère du Commerce de Madagascar*, 05/12/2011.
"Le jatropha, une culture d'avenir" *L'Express de Madagascar*, 04/11/2011.

Acazis : "En Ethiopie, les terres se louent à bas prix" *Ouest France*, 24/09/2011.
"Resurrection time" *Capital Ethiopia*, 21/02/2011.
Press release of Acazis, 03/12/2012.

DRT : "Le gemmage façon malgache" *sud Ouest*, 23/05/2011.
"Le chimiste DRT s'ouvre au marché américain" *Les Echos*, 02/03/2012.

RZ Agro Holding : "La famille Louis-Dreyfus investit dans les terres agricoles" *La France Agricole*, 25/04/2012.
"AFK Sistema et RZ Agro Ltd créent une coentreprise agroalimentaire" *CCI franco-russe*, avril 2012.

Massena Partners : Sites de Massena Partners, Maera Capital, MSU.

"Massena Partners crée une holding d'investissement dans l'agriculture: Terra Magna Capital" Next Finance, 15/11/2011.

Amundi Funds : *"Amundi creuse l'écart avec ses concurrents"* Agefi, 21/02/2013.

"Amundi Funds Global Agriculture devrait profiter du plan quinquennal chinois" Crédit Agricole, 18/04/2011.

Edifice Agriland :

Mahaseel Fund : Site de Kenana Sugar Company.

"CIFG, Kenana launch giant agricultural investment fund at regional level" Sudan Vision Daily, 21/11/2012.

Fonds Talleyrand : *"Talleyrand mise sur la terre... et la presse"* Maghreb Confidentiel, 15/11/2012.

Annexe

Tableau des entreprises impliquées

Entreprise	Année de création	Chiffre d'affaires (Millions de \$ US)	Nombre de salariés	Surface	
				exploitée en direct (Ha)	en projet (Ha)
Michelin	1889	28 000 (2012)	113 000	2 500	
Groupe coopératif TEREOS	1932	6 500 (2011-2012)	26 000	75 000 13 400 8 000	?
Bonduelle	1853	2 367 (2011-2012)	9 000	9 500	
Louis-Dreyfus Commodities	1851	57 000 (2012)	38 000	330 000 30 000 (58 000) 79 000	100 000
SUCDEN	1952	6 500 (2011)	5 000	95 000	
Groupe Bolloré	1822	13 300 (2012)	33 000	9 000 3 000 230	
SOCFIN	1959	659 (2011)	23 000	144 000	
SIFCA	1964	1 072 (2012)	29 000	100 000	
SOMDIAA/ CASTEL	1947	580 (2012)	19 000	18 000 14 600 12 000 3 500 4 400 5 140	
MIMRAN	1946	130 ? (2012)	6 700	10 000	4 300
Compagnie Fruitière	1939	700 (2012)	17 000	4 500 4 000 3 500 200	1 200
AgroED	2007				2 300
New ecological Oil (NEO)	2007				30 000 60 000
J-Oil	2008				10 000
Acazis AG	2007				56 000
DRT	1932	300 (2012)	1 000	10 000	
Pergam Finances/Campos Orientales	2005			45 000	
Agro Génération/ Harmelia	2007			120 000 16 000	
RZ Agro Holding	2011			89 000	
Massena Partners/Terra Magna Capital	2010			70 500	50 000
Amundi Funds Equity/ Global Agriculture	2008			?	
Edifice Capital/ EdificeAgriland	2012			?	
Fonds Talleyrand				2 700	12 300

Cultures et plantations		Partenariats	
	Pays	Types de cultures	
	Brésil	Hévéa	SIPH/SIFCA (Nigéria, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia)
	Brésil Mozambique Tanzanie	Canne à sucre Canne à sucre Canne à sucre	Filiale Guarani (Brésil) Filiale Companhia de Sena TPC
	Russie	Petits pois, maïs doux, grandes cultures	
	Brésil Brésil (Indonésie) Argentine, Uruguay, Brésil Côte d'Ivoire	Canne à sucre Agrumes Palmier à huile Grandes cultures Riz	Filiale Biosev (Brésil) Assoc /Kenkana Agri Ltd Filiale Calyx Agro
	Russie	Betteraves, orge, Blé	
	Cameroun. USA. France.	Hévéas, palmiers à huile. Grandes cultures, pins. Vigne, divers.	Filiale SAFACAM Filiale Plantations Terres Rouges
	Indonésie, Cambodge ; Cameroun, Côte d'Ivoire, R.D. Congo, Nigeria, Liberia	Hévéas, Palmiers à huile	Bolloré : 38,7% de participations dans SOCFIN, 1 ^{er} actionnaire
	Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Liberia	Hévéas, Palmiers à huile, canne à sucre	
	Cameroun Côte d'Ivoire Congo Tchad Gabon Centrafrique	Canne à sucre Canne à sucre Canne à sucre Canne à sucre Canne à sucre Canne à sucre	Filiale SOSUCAM Filiale SUCAF Filiale SARIS Filiale CST Filiale SUCAF Filiale SUCAF
	Sénégal	Canne à sucre	Filiale Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS)
	Cameroun Côte d'Ivoire Ghana Sénégal	Bananes, ananas Bananes, ananas, papayes Bananes, ananas Tomates sus serres (80 Ha), maïs doux	Filiale Soc. Haut Penja Filiale Soc. Culture Bananière Filiale Soc. Golden Exortics Filiale Grands Domaines du Sénégal
	Mali Burkina Faso Guinée	Jatropha Jatropha Jatropha	
	Madagascar Sénégal	Jatropha Jatropha	
	Madagascar	Jatropha	
	Ethiopie	Ricin	
	Madagascar	Forêt de pins	Concession à filiale SMCTR pour résine résine
	Uruguay, Argentine	Viande bovine, ovine, lait ; soja, tournesol, céréales, riz	
	Ukraine Argentine	Grandes cultures : blé, orge, maïs, colza Grandes cultures : soja, maïs	Alliance avec Vivescia, groupe coop- ératif Assoc. avec Suerte Agro
	Russie	Céréales, oléagineux	Assoc. avec AFK Sistema (Russie)
	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay.	Grandes cultures : céréales, oléagi- neux, coton.	
	Chine?		Amundi Funds : Crédit Agricole + Société Générale
	Afrique		
	Tunisie	Oliviers, amandiers, grenadiers, blé.	

AVSF

Lyon

18 rue de Gerland
69007 Lyon
Tél. 04 78 69 79 59

Nogent-sur-Marne

45 bis av. de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne
Tél. 01 43 94 72 79



agronomes
vétérinaires &
SANS FRONTIÈRES